

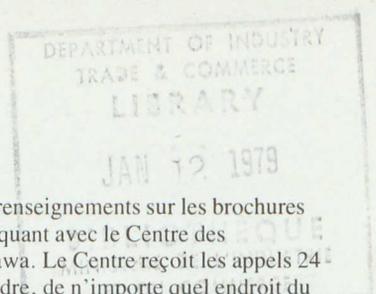
HF  
3226.5  
•W617114  
1978

# POSSIBILITÉS DE MARCHÉ DANS LE MONDE

*Canada. Ministère de l'industrie et du commerce*

**PRODUITS  
AGRICILES ET  
ALIMENTAIRES**

## AVANT-PROPOS



La présente publication fait partie d'une série de brochures, traitant des marchés mondiaux, publiées par le ministère de l'Industrie et du Commerce, afin d'aider les entreprises canadiennes à découvrir des possibilités d'exportation. Les renseignements qu'elle contient proviennent des données fournies par les diverses Directions des secteurs industriels, les Bureaux internationaux et le Service des délégués commerciaux à l'étranger.

Les pays indiqués ont été regroupés selon des critères géographiques. Un index de rappel de tous les pays, en ordre alphabétique, paraît à la fin de la brochure.

Les brochures sur les marchés mondiaux portent, entre autres, sur les produits agricoles et alimentaires, les projets d'investissement, les produits chimiques, le matériel de défense, le matériel électrique et électronique, la pêche, les machines, les industries de transformation des ressources et la construction, les textiles et les biens de consommation, ainsi que sur les industries de transport.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur les brochures ou les exportations en communiquant avec le Centre des entreprises, du Ministère, à Ottawa. Le Centre reçoit les appels 24 heures par jour et on peut le joindre, de n'importe quel endroit du Canada, en composant le "0" et en demandant à la téléphoniste le numéro Zenith 03200.

Les demandes concernant cette publication doivent être adressées à

Direction de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires  
Ministère de l'Industrie et du Commerce  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Tél. (613) 992-1489

# TABLE DES MATIÈRES

	Page		
Europe de l'Est	2	États-Unis et Bermudes	27
Europe de l'Ouest (CEE)	5	Amérique centrale et Antilles	33
Europe de l'Ouest (non-CEE)	10	Amérique latine	37
Pacifique	14	Bureaux régionaux du ministère de	
Asie	16	l'Industrie et du Commerce au Canada	42
Afrique et Moyen-Orient	21	Liste alphabétique des pays	44

# EUROPE DE L'EST

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE D'ALLEMAGNE

### Situation actuelle du marché

Les secteurs agricoles et forestiers représentaient 9,6% du produit national net en 1976. L'agriculture est presque entièrement collectivisée et mécanisée, et 90% de toutes les superficies cultivées par 1 200 coopératives et fermes d'état ont, en moyenne, 4 150 hectares. Malgré l'efficacité des secteurs agricoles et alimentaires, tous les besoins intérieurs ne sont pas satisfaits, et la République démocratique d'Allemagne doit encore importer de la viande, des céréales, des pommes de terre, des légumes, des fruits et d'autres matières premières pour ces secteurs.

### Réglementation concernant l'importation

Le marché des produits canadiens a été peu exploré puisque les relations diplomatiques n'ont été établies qu'en 1977.

Les entreprises canadiennes ne s'étaient presque pas intéressées au marché de l'Allemagne de l'Est dans le passé.

La pénurie de monnaies fortes et les liens étroits avec l'URSS et d'autres pays du COMECON restreindront le marché des exportateurs canadiens. De faibles quantités de fourrures non préparées, de cuirs et de peaux sont vendues régulièrement.

### Possibilités d'exportation

Il n'y a pas encore de possibilités réelles, mais elles pourraient se présenter à mesure que la mission canadienne commencera à explorer de façon systématique le marché.

## BULGARIE

### Situation actuelle du marché

L'industrie a fait beaucoup de progrès depuis la Deuxième Guerre mondiale, mais l'agriculture demeure un important secteur de l'économie bulgare. Au sein du COMECON, la Bulgarie est en quelque sorte un spécialiste de la production agricole, surtout pour les fruits et légumes. Les produits frais et en conserves, qui sont exportés partout dans le monde, correspondent à 30% des exportations totales du pays. La production agricole globale, au cours des cinq années du Plan actuel, doit s'accroître de 20%. Au cours des dernières années, les objectifs très élevés de production de protéines n'ont pas été atteints à cause des problèmes d'approvisionnement en provendes.

### Réglementation concernant l'importation

En 1976, le commerce extérieur en Bulgarie totalisait environ \$11 milliards. Environ 75% de cette valeur provenait des pays du COMECON, dont 55% de l'URSS.

Le monopole du commerce extérieur est détenu par des organismes de commerce extérieur. Parce qu'ils achètent pour l'ensemble du pays et que les commandes sont assez importantes, cela vaut la peine de persévérer.

En général, pour conserver ses rares devises étrangères, la Bulgarie n'importe pas aux fins de consommation, mais plutôt pour accroître la production future.

### Possibilités d'exportation

Grains de provendes et additifs alimentaires  
Bétail de race pure et sperme  
Volaille d'élevage  
Peaux (pour la partie supérieure des chaussures)  
Lait écrémé pour les provendes animales  
Oeufs SPF (pour la production de vaccins)

## HONGRIE

### Situation actuelle du marché

Bien que l'industrie hongroise ait fait d'immenses progrès, plus de la moitié des dix millions d'habitants de la Hongrie, vivent encore de la terre. L'agriculture et la foresterie (réunies dans les statistiques officielles) continuent à employer environ 23% de la main-d'oeuvre et fournissent 16,4% du produit matériel net (équivalent est-européen du PNB). La Hongrie est un important producteur (et exportateur) de grains, de fruits et de légumes, de vins ainsi que de produits de la viande. En ce qui concerne le bétail, la préférence passée allait surtout aux races à usages multiples. Comme des complexes modernes d'élevage et de production laitière ont été mis sur pied, les politiques ont été réorientées vers les troupeaux spécialisés, résultant du croisement de races importées à grand rendement et du bétail du pays.

### Réglementation concernant l'importation

L'économie hongroise fait l'objet d'une planification centralisée. Ses exportations et ses importations relèvent d'un petit nombre d'organisations de commerce extérieur (OCE) qui font affaire avec une industrie ou un secteur particulier. Bien que quelques usines importantes aient le droit de faire affaire directement avec des

sociétés étrangères, en règle générale ce n'est pas le cas et tous les contrats se font par l'intermédiaire des OCE. Contrairement aux deux dernières années, les importations en provenance de l'Ouest sont censées augmenter d'environ 8%, alors que les exportations vers l'Ouest doivent augmenter de 17-18%. Les exportations de produits agricoles constitueront 60% de la hausse prévue. Les importations de produits agricoles se composeront surtout de produits pouvant accroître la production à venir plutôt que de simples produits de consommation.

### Possibilités d'exportation

- Taureaux de reproduction (pour la production laitière et la boucherie)  
- Semences de graminées  
- Pommes de terre de semence  
- Poulets et dindes de reproduction  
- Sperme surgelé de bovins de boucherie et de porcs Lacombe  
- Techniques de transplantation d'embryons de bovins  
- Colza à faible teneur en acide érucique (type double zéro)  
- Luzerne  
• - Semence de maïs précoce

## POLOGNE

### Situation actuelle du marché

La Pologne est un important producteur et exportateur de presque toutes les denrées de la zone tempérée dans ce secteur.

Néanmoins, des ventes de semences de trèfle hybride et de luzerne, de cuirs et de peaux, d'oeufs à couver et de poussins, de boyaux de saucisses et de sperme de bovins se font assez régulièrement.

### Réglementation concernant l'importation

La plupart des récoltes de tubercules canadiens sont éliminées à cause des exigences phytosanitaires. En outre, il faut également

présenter un certificat d'immunité contre la brucellose, ce qui occasionne des difficultés administratives quasi insurmontables à l'exportation de bovins d'élevage. La promesse du gouvernement d'accroître les investissements dans le secteur agricole pourrait favoriser une augmentation des ventes de semences de trèfle et de luzerne et peut-être d'autres semences fourragères, de la volaille de reproduction et des oeufs à couver ainsi que de sperme de bovins et de porcs.

### Possibilités d'exportation

Il n'y a pas de possibilités réelles mais elles pourraient se présenter à mesure que les plans d'investissement agricole seront connus.

## ROUMANIE

### Situation actuelle du marché

Il existe un bon marché pour les graines de céréales et les graines oléagineuses. Le seul importateur est Romagrimex, dont l'adresse est:

scr. Alexandru Sahia 16  
Secteur 1--Bucarest  
Roumanie  
A l'attention de: Mme Irescu

En outre, il existe un marché pour le bétail d'élevage canadien mais les tentatives jusqu'à maintenant ont échoué pour les raisons mentionnées ci-après.

### Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement roumain exige que l'exportateur de bétail garantisse que le bétail exporté soit immunisé contre la leucocytose pour une période de cinq ans.

### Possibilités d'exportation

Graines d'avoine  
Graines de soja  
Bovins d'élevage  
Porcs d'élevage  
Visons d'élevage

## TCHÉCOSLOVAQUIE

### Situation actuelle du marché

Bien que la Tchécoslovaquie tente d'être autosuffisante en matière de produits agricoles et alimentaires, elle continue de dépendre largement des importations pour satisfaire ses besoins. La valeur globale des produits agricoles et alimentaires importés en 1977 s'élevait approximativement à \$1 milliard. De cette somme, \$465 millions venaient des pays occidentaux. Les principales importations comprennent:

	(en dollars)
Viandes et préparation	3,2 millions
Animaux vivants	1,4 million
Produits laitiers et oeufs	3,5 millions
Sucre, préparations de sucre et miel	5,3 millions
Diverses préparations alimentaires	12,7 millions
Boissons et tabac	31,1 millions
Café, thé, cacao et épices	90,4 millions
Fruits et légumes	92,3 millions
Provendes pour bétail (céréales non moulues non comprises)	\$144,5 millions

### Réglementation concernant l'importation

En Tchécoslovaquie, le commerce extérieur est contrôlé par l'État et presque tous les produits susmentionnés sont importés exclusivement par la Société de commerce extérieur KOOSPOL (adresse: Leninova 178, 160 67 Prague 6).

Les règlements vétérinaires et sanitaires sont très stricts, mais les compagnies canadiennes n'ont pratiquement jamais éprouvé de problèmes à cet égard.

### Possibilités d'exportation

Le marché est bien établi pour le bétail d'élevage, surtout de races Holstein-Friesian et Hereford, et pour le sperme congelé. Les peaux canadiennes sont importées régulièrement (\$3,0 millions par an) et notre part du marché pourrait bien prendre de l'expansion si les disponibilités d'approvisionnement s'amélioraient. En 1977, les importations de peaux canadiennes ont atteint \$6,2 millions. Il existe d'autres possibilités quant à d'autres produits qui pourraient aider la Tchécoslovaquie à subvenir à tous ses besoins en matière de production fourragère et animale.

## URSS

### Situation actuelle du marché

Les possibilités sont très limitées et les firmes canadiennes n'ont pas très bien réussi dans le passé. L'URSS importe certaines denrées, mais surtout des autres pays socialistes de l'Europe

orientale et des pays en développement comme les pays de l'Afrique, de l'Asie et Cuba. Certains produits sont importés de Finlande en vertu d'accords commerciaux spéciaux (voir autres publications au sujet des grains et des produits de la pêche.)

URSS (suite)

#### **Réglementation concernant l'importation**

La politique soviétique consiste à s'approvisionner, dans la mesure du possible, auprès des autres pays socialistes afin de conserver la monnaie forte pour acheter l'équipement industriel et la machinerie.

#### **Possibilités d'exportation**

Les Soviétiques achètent parfois des produits alimentaires des pays occidentaux, lorsque les prix sont réellement avantageux, par

exemple, le beurre de la CEE, le vin de l'Italie et le lait en poudre. En outre, ils achètent des produits alimentaires, surtout de pays de l'Europe occidentale et de la Scandinavie, en quantités limitées pour les magasins et les hôtels desservant les touristes étrangers. Des échanges directs de marchandises peuvent être faits et le sont en réalité pour encourager l'introduction en URSS de produits spéciaux comme les vins, les spiritueux, les cosmétiques, etc. Au moins deux entreprises canadiennes suivent cette voie pour la promotion des ventes.

## **YUGOSLAVIE**

#### **Situation actuelle du marché**

Traditionnellement, l'économie yougoslave était fondée sur l'agriculture; par conséquent, le pays est autosuffisant quant à la plupart des produits agricoles. Les fruits comme les prunes, les raisins, les pommes, les poires et diverses baies sont exportés en grandes quantités. Outre les fruits frais, la Yougoslavie exporte des fruits transformés et en conserves, ainsi que des confitures partout dans le monde. Grâce à la récolte considérable de raisins, le pays est devenu un grand exportateur de vins et de liqueurs de fruits. Le pays exporte également des légumes en conserves et il est habituellement autosuffisant en matière de pommes de terre, de tomates et d'autres légumes. Certaines cultures industrielles, comme le tabac, sont dorénavant prioritaires afin de remplacer les importations. En 1977, la production de maïs s'élevait à environ 10 millions de tonnes métriques et celle du blé à 5 millions de tonnes. Plusieurs variétés de maïs à maturation hâtive ont été récemment importées du Canada aux fins d'essais des semences, et des oléagineux, des graminées et des pommes de terre font l'objet d'essais. Un petit marché régulier de ces semences canadiennes peut être établi. La Yougoslavie a importé des bovins canadiens et il se présente pour l'avenir des possibilités de ventes de bovins, de sperme et d'embryons. La Yougoslavie exporte du boeuf, des produits du boeuf et des produits avicoles de l'Europe de l'Ouest. Les ventes canadiennes seront restreintes et ne serviront qu'à améliorer le cheptel de base.

#### **Réglementation concernant l'importation**

La politique du gouvernement fédéral vise à restreindre les importations et, dans le secteur agricole, les licences d'importation

et les restrictions sur les devises étrangères font obstacle à l'accroissement des ventes canadiennes en Yougoslavie. Des denrées vivrières peuvent être requises lorsque la production locale est insuffisante. En principe, il n'y a pas d'importation de produits d'épicerie et la valeur des exportations en contrepartie pourrait atteindre 100% de la valeur des importations éventuelles. Les règlements régissant les importations de bétail et de sperme ont été modifiés en 1978, et des négociations actuellement en cours visent à faire admettre les normes canadiennes.

#### **Possibilités d'exportation**

Un commerce permanent pourrait être établi dans plusieurs secteurs. Les bovins laitiers sont toujours demandés et des appels d'offres sont lancés en vue de l'achat de génisses enceintes et d'un petit nombre de taureaux. La volaille de reproduction est demandée dans le cadre des programmes de prêts de la BIRD. A cause des règlements gouvernementaux qui exigent un équilibre des importations et des exportations des produits d'épicerie, les entreprises canadiennes trouveront qu'il n'est pas facile de percer sur ce marché mais il existe toutefois des possibilités d'y vendre des spiritueux et des épices. Les pommes de terre de semence, les grains oléagineux, les graminées et le maïs offrent d'excellentes possibilités.

Les entreprises en participation sont un moyen d'accès au marché pour les entreprises canadiennes intéressées, surtout dans le secteur de la transformation des produits agricoles.

# EUROPE DE L'OUEST (CEE)

## RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

### Situation actuelle du marché

La République fédérale d'Allemagne est un gros importateur de produits agricoles et alimentaires, denrées qui proviennent surtout des autres pays membres de la CEE et, en moindre quantité, des pays du bloc communiste. En dépit de l'augmentation annuelle de nos exportations, le Canada est considéré comme une source d'approvisionnement à utiliser en cas de pénurie.

Voici d'autres produits dont l'exportation a été satisfaisante et pour lesquels de nouveaux efforts devraient porter fruit: les bleuets (myrtilles) pour lesquels la participation canadienne constitue 10% du marché, le miel avec 2% d'un marché très vaste et enfin le maïs congelé et en boîte. Il y a aussi des possibilités pour la vente d'oignons et de haricots secs. Comme les tabacs canadien et allemand ont quelque similitude de qualité, l'exportation de ce produit tarifé en fonction de la compétition devrait augmenter. Il existe également de bonnes possibilités pour les ventes de miel.

Le marché allemand pour le bétail canadien demeure restreint car les associations locales d'élevage préfèrent acheter des semences animales plutôt que l'animal vivant. Celui-ci coûte plus cher,

offre un pourcentage moindre de succès et risque de mourir.

L'Allemagne de l'Ouest demeure l'un des meilleurs acheteurs de sperme de bovins canadiens. Les perspectives de vente à la RFA continuent d'être très bonnes. Le commerce du bétail de race pure se poursuit, bien qu'à un niveau très bas. La viande et les produits de la viande exportés par le Canada sont surtout des articles de luxe, étant donné que la CEE dispose de surplus qui excluent l'importation des produits courants dans ce domaine.

Le marché allemand des fourrures est très vaste et la Scandinavie en est le principal fournisseur. L'exportation des fourrures canadiennes atteint une valeur de \$5 millions et devrait prendre de l'expansion en offrant des produits de bonne qualité et des prix compétitifs.

Le marché de la volaille est l'un des plus ouverts dans le secteur de l'alimentation. L'Allemagne produit 56% de la volaille qu'elle consomme, ce qui laisse tout de même une bonne place à l'importation (en particulier, le foie de poulet). L'importation de ces produits canadiens doit ici encore être approuvée par le gouvernement allemand.

## BELGIQUE ET LUXEMBOURG

### Situation actuelle du marché

Sauf pour quelques articles particuliers, le marché de la Belgique et du Luxembourg offre des débouchés limités pour les produits agricoles et alimentaires canadiens. La Belgique se suffit largement à elle-même dans certains secteurs de l'agriculture: produits laitiers, volaille et viande de porc. Néanmoins, en 1977, les importations totales de produits agricoles et alimentaires, à l'exception des céréales et du poisson, se sont élevées à plus de \$5 milliards.

Dans ce secteur, les exportations canadiennes vers la Belgique et le Luxembourg se sont élevées en 1977 à \$27,6 millions; elles comprenaient certains produits pour lesquels les exportateurs canadiens ont réussi, sinon à se faire une place appréciable, du moins à s'introduire sur le marché. Il s'agit surtout de bétail, de

viande de cheval et d'autres viandes, de tabac, de miel, d'aliments du bétail, de pois secs et de haricots ainsi que de pommes de terre.

### Réglementation concernant l'importation

Le marché belge des produits agricoles et alimentaires est réglementé par les directives communes de la CEE. De plus, le commerce de ces produits peut être soumis à des règlements sur la santé et l'hygiène.

### Possibilités d'exportation

La plupart des échanges commerciaux concernant les produits agricoles et alimentaires en Belgique se font dans le cadre de la CEE. Néanmoins, il y a des possibilités d'augmenter les ventes canadiennes de viande de cheval et autres viandes, de tabac, de graines oléagineuses, de fruits et de légumes surgelés.

## GRANDE-BRETAGNE

### Produits agricoles

#### Situation actuelle du marché

Les importations de la Grande-Bretagne en produits agricoles de base (sauf les céréales et leurs sous-produits) ont en 1977 atteint un volume global de 7,2 millions de tonnes métriques d'une valeur de 1 968,2 millions de livres sterling. Les importations britanniques pour certains produits des pays de la CEE sont considérables, à savoir graines oléagineuses en transit, tourteaux par pression et par extraction, certaines huiles végétales et céréales fourragères. Dans le domaine des graines oléagineuses, les États-Unis constituent la

principale source d'approvisionnement de soja; les pays de l'Extrême-Orient et le continent africain sont aussi très importants comme fournisseurs de graines oléagineuses et de leurs produits, les huiles végétales en particulier.

Le Canada détient la partie la plus importante du marché pour les plantes légumineuses, principalement pour les haricots blancs, bien que les États-Unis soient un dangereux concurrent. Le marché du Royaume-Uni du tabac, sur lequel le Canada a été bien

## Grande-Bretagne Situation actuelle du marché (suite)

représenté au cours des dernières années, est maintenant plus diversifié, grâce aux approvisionnements croissants en provenance de l'Extrême-Orient, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud; mais les États-Unis restent toujours en tête des fournisseurs.

### Réglementation concernant l'importation

La mise en application graduelle du tarif douanier commun de la CEE, au cours de la période transitoire de l'accession du Royaume-Uni à la Communauté, tarif qui prendra véritablement effet à compter du 1er juillet 1977, a eu des conséquences néfastes sur le marché d'un grand nombre de produits agricoles de base, notamment les huiles végétales comestibles. Les changements législatifs qui ont dû être apportés pour mettre en vigueur les règlements de la CEE ont également diminué les possibilités d'exportation de certains produits canadiens, notamment les céréales fourragères. Les exportations de bétail et de semences animales en provenance du Canada sont toujours interdites en raison des restrictions relatives à la fièvre catarrhale.

### Possibilités d'exportation

Le marché du tabac devrait être conservé par le Canada, du moins pendant une certaine période prévisible, bien que le prix soit un facteur déterminant. Le marché des plantes légumineuses, tout particulièrement celui des haricots blancs, demeure ferme; actuellement, les droits imposables sur ce produit agricole sont suspendus. Il y aura à l'avenir des possibilités d'exportation de graines oléagineuses et de tourteaux par extraction. Il faudrait mettre l'accent sur la production accrue de céréales fourragères au Canada, en vue de leur exportation au Royaume-Uni. Le marché des semences animales de troupeaux laitiers (principalement de race Holstein) pourra être rétabli dès que les règlements le permettront.

## Aliments transformés

### Situation actuelle du marché

En 1977, l'ensemble des importations de produits alimentaires du Royaume-Uni a été évalué à environ \$8 milliards, le Canada ayant

fourni plus de 48 000 tonnes métriques d'aliments transformés d'une valeur de \$30,7 millions, dont la plus grande partie était constituée de légumes frais et congelés, de viandes déshydratées et congelées.

Voici les données statistiques essentielles relatives à l'exportation canadienne au Royaume-Uni en 1977:

	Tonnes métriques	Valeur en milliers de dollars
Viandes	8 443	\$6 160
Fromage Cheddar	425	1 214
Miel	373	344
Pommes	2 018	800
Légumes frais	2 960	731
Fruits congelés	249	106
Légumes congelés	16 245	7 414
Fruits, jus, etc. en boîte	906	807
Légumes en boîte (sauces, marinades)	6 420	5 374
Légumes déshydratés	8 133	5 191
Confiserie	116	372
Epices	360	508
Mets congelés	79	145
	46 727	29 166

### Réglementation concernant l'importation

L'étape finale du passage au tarif douanier de la CEE a été franchie le 1er juillet 1977, et depuis, les produits canadiens ont été imposés aux taux d'importation les plus élevés. Certains droits, comme ceux imposés sur le miel, sont de nature prohibitive; les articles touchés se retrouveront dans la catégorie des produits de luxe et leur consommation subira une baisse.

### Possibilités d'exportation

Selon l'état des récoltes, il y a peut-être de bonnes possibilités d'exportation de pommes de terre et d'autres légumes traités. Il restera toujours de bonnes possibilités d'exportation de maïs traité, d'asperges et de cerises (congelées et en boîtes), et ces produits continueront à bien soutenir la concurrence du marché européen malgré les droits de douane de la CEE.

## DANEMARK

### Situation actuelle du marché

Durant la campagne agricole 1976-1977, les ventes totales de produits agricoles se sont chiffrées à \$4,2 milliards, le bétail intervenant pour \$360 millions du total et la production végétale pour \$641 millions. Les exportations de produits agricoles se sont élevées à \$3 milliards en 1977 et représentaient environ 25% de l'ensemble des exportations danoises. La valeur des principales exportations, exprimée en dollars, était: le bétail (\$2 milliards), les légumes (\$440 millions), la viande en conserve et les produits laitiers en boîte (\$563 millions).

### Réglementation concernant l'importation

Les importations de produits agricoles sont assujetties à la politique agricole commune de la CEE, qui s'applique entièrement, depuis le début du deuxième semestre de 1977, aux importations danoises en provenance de pays tiers.

### Possibilités d'exportation

En 1977, les principales exportations canadiennes de produits agricoles au Danemark étaient les suivantes: sucre et sirop d'érable (\$691 millions), boyaux pour saucisses et autres charcuteries (\$367 millions), légumes congelés (\$129 millions), viande de cheval (\$113 millions) et visons vivants (\$109 millions).

## FRANCE

### Situation actuelle du marché

Il existe peu de débouchés pour les produits de la viande traitée en raison de la forte production en France et dans les pays de la CEE d'une gamme imposante et diversifiée de produits. Il n'y a pas

d'ouverture de marché possible pour la viande de boeuf, de porc et de volaille en raison des droits douaniers élevés et de diverses taxes sur les produits en provenance des pays qui ne font pas partie de la CEE.

## **France Situation actuelle du marché (suite)**

Les principales exportations canadiennes en France comprennent le miel, les bleuets (myrtilles), les haricots secs et les produits de l'érable.

### **Réglementation concernant l'importation**

De façon générale, les prévisions concernant les débouchés éventuels à long terme pour les produits agricoles du Canada en France ne sont pas très favorables. Cette situation découle de l'adoption de mesures de restriction en vertu de la Politique agricole commune (PAC) de la CEE et des barrières tarifaires et non-tarifaires touchant les fournisseurs des tiers pays. Les pays de la CEE limitent leurs importations de viande bovine aux quantités minimales qu'ils doivent accepter selon le GATT ou la Convention de Lomé.

### **Possibilités d'exportation**

Les acheteurs français veulent de plus en plus avoir différents fournisseurs de myrtilles congelées - les principaux étant la Pologne et la Scandinavie - d'où de bonnes perspectives pour les ventes canadiennes. La demande de maïs sucré, en conserve ou congelé, est encore bonne mais les exportateurs canadiens manquent souvent de réserves, ce qui restreint les ventes. Si la qualité et les prix se maintiennent encore, la part canadienne du marché français du miel devrait croître. Dans le cas des légumes secs (légumineuses), il existe des possibilités pour les haricots autres que les petits haricots blancs (tels que les haricots rouge foncé) et d'autres types de légumineuses (principalement les lentilles et les fèves). Les ventes de bovins laitiers de race ont accusé une légère reprise. La tendance devrait demeurer favorable dans le cas des poussins, des dindonneaux, de la viande de cheval et des abats.

## **IRLANDE**

### **Situation actuelle du marché**

La population irlandaise est relativement faible — 3,2 millions d'habitants — mais constitue un marché de plus en plus important pour les produits alimentaires. L'Irlande est en voie d'industrialisation rapide; cependant l'agriculture demeure son secteur le plus important et représentait, en 1977, 15% du PNB. Les exportations d'aliments du bétail et de boissons, qui constituaient 40% de l'ensemble des exportations, ont atteint, en 1977, 1 milliard de livres. La transformation des denrées alimentaires est surtout fonction de la production agricole intérieure et axée sur les produits carnés et laitiers. Les boissons alcooliques constituent le principal article d'exportation. Les articles de confiserie sont exportés en quantités appréciables. Le secteur de l'exportation des concentrés de boissons gazeuses s'est développé récemment, grâce à l'établissement d'une capacité de production par des sociétés qui se prévalent de stimulants importants offerts par la Industrial Development Authority de l'Irlande, tout en obtenant l'accès au vaste marché de la CEE.

En 1977, les importations d'aliments du bétail et de boissons se sont élevées à 395 millions de livres, soit environ 8% de l'ensemble des importations. Les principaux fournisseurs étaient la Grande-Bretagne et la CEE, la Grande-Bretagne détenant environ 50% du marché. Les importations en provenance des pays tropicaux et subtropicaux augmentent de manière appréciable.

### **Réglementation concernant l'importation**

Le ministère de l'Agriculture surveille les importations de certains produits agricoles, notamment les pommes, la volaille, le beurre,

les céréales, le fromage, certains aliments du bétail, les tomates, les oignons et la viande, car des permis, octroyés à la discrétion du Ministère, sont requis pour l'importation de ces produits. Au début de 1978, les importateurs d'oignons canadiens ont été lents à passer leurs commandes, sans doute en raison des excédents de la production intérieure.

### **Possibilités d'exportation**

L'Irlande constitue un important marché pour les produits qu'elle ne cultive pas, comme les petits haricots blancs, les pommes, le tabac, et les oignons, lorsque la production intérieure ne suffit pas à la demande à la fin de l'hiver et au printemps. Il existe un marché restreint pour les fruits et légumes congelés et en conserve, comme les asperges, le maïs, les jus de fruits, les cerises ainsi que pour les produits spéciaux, comme les marinades et les épices. En 1977, les importations irlandaises en provenance du Canada comprenaient également des produits de boulangerie, du whisky, de la gélatine comestible, des boyaux pour saucisses et autres charcuteries, des aromates et des colorants alimentaires, des oeufs d'incubation, du sirop d'érable et du tabac. Divers produits, notamment le tabac, parviennent en Irlande par l'entremise d'importateurs et de distributeurs du Royaume-Uni. En général, le caractère concurrentiel des prix canadiens s'est amélioré, en raison surtout de la dépréciation du dollar canadien en 1977-1978. Le marché irlandais du bétail, de la viande et des produits laitiers ne présente pratiquement aucune possibilité pour le Canada, compte tenu de la production souvent excédentaire de l'Irlande, de la politique agricole commune de la CEE et des règlements sur l'hygiène vétérinaire.

## **ITALIE**

### **Situation actuelle du marché**

A titre de membre de la CEE, la plupart des insuffisances de l'Italie en produits naturels agricoles et alimentaires sont aisément comblées par les pays membres du Nord dont la production concurrence de manière plus directe les exportations canadiennes. La production italienne de boeuf et de produits laitiers, par exemple, est fortement déficitaire; par contre l'ensemble de la Communauté jouit d'une situation excédentaire, ce qui élimine presque les possibilités de ventes canadiennes. À part les céréales et les produits du poisson (mentionnés ailleurs), les produits canadiens particuliers qui ont trouvé des marchés soutenus en Italie sont les suivants (entre parenthèses figurent, en dollars, les valeurs

d'exportation en 1977): cuirs et peaux (\$6,4 millions), oeufs à couvrir (\$4,4 millions), fourrures (\$3,7 millions), animaux vivants (\$2,7 millions), pommes de terre (\$1,2 million), légumineuses (\$0,8 million), semences de trèfle (\$0,8 million), concentrés d'aliments du bétail (\$0,6 million), colza (\$0,5 million), ainsi que d'autres produits comme les boyaux pour saucisses, le tabac et le whisky.

Cuir et peaux: pour alimenter les grandes industries italiennes de la chaussure et des articles en cuir, les importations totales de cuir et de peaux en 1977 se sont élevées à 342 126 tonnes. Les peaux brutes de bovins et de veaux, qui représentaient environ 230 000

## Italie Situation actuelle du marché (suite)

tonnes, ont été fournies en général par la France, l'Allemagne, l'Australie, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. Les exportations canadiennes se sont chiffrées au total à 4 322 tonnes.

**Oeufs à couver:** le secteur avicole moderne de l'Italie subvient pratiquement à tous ses besoins en matière de production de poulets à griller et d'oeufs, et la consommation par habitant en 1977 était de 194 oeufs et 15,5 kg de viande, celle-ci étant la plus forte de la CEE. Les importations du secteur avicole sont donc restreintes et ne portent que sur les oeufs d'incubation de parents et de grands-parents qui, en 1977, atteignaient 18,8 millions, dont 7,6 millions en provenance du Canada, le principal fournisseur de l'Italie.

**Fourrures:** en 1977, l'Italie a importé près de 1800 tonnes de fourrure brute et plus de 1300 tonnes de peaux apprêtées; les importations totales en provenance directement du Canada se sont élevées à 103 tonnes, composées principalement de peaux de vison sauvage et d'élevage et de castor. D'autres quantités considérables entrent également en Italie en passant par la Suisse, et la valeur réelle d'exportation de fourrure canadienne utilisée en Italie pourrait bien dépasser \$10 millions. Les exportations italiennes de vêtements garnis de fourrure se situaient en 1977 à \$321 millions contre des importations de \$81 millions.

**Animaux vifs:** en 1977, l'Italie a importé 1,9 million de bovins dont 1,3 million de veaux d'engraissement. En raison des fortes restrictions engendrées par les taxes et les contingents de la CEE, seulement 230 000 têtes ont été importées des pays tiers, et la plupart d'entre elles en vertu d'ententes spéciales. En termes de valeur, les exportations canadiennes vers l'Italie consistent presque exclusivement en bovins de reproduction Holstein, qui jouissent d'une bonne réputation en Italie depuis bien longtemps. En 1977, l'Italie a importé du Canada 1634 bovins de reproduction et 1760 veaux d'engraissement ainsi qu'un petit nombre de chevaux, de poussins et de jeunes volailles.

L'Italie possède un vaste réseau de centres d'insémination de bovins laitiers. Le sperme est importé de plusieurs pays d'Europe et des États-Unis. Le Canada en est également un important fournisseur (\$428 000 en 1977).

**Pommes de terre:** l'Italie a pratiquement atteint l'autosuffisance en matière de production de pommes de terre mais ne produit qu'environ 10 000 tonnes de pommes de terre de semence certifiée, c'est-à-dire à peu près un dixième de ses besoins annuels. D'autres pays de la CEE, particulièrement les Pays-Bas, comblent la plupart des besoins de l'Italie mais le marché restreint des variétés à chair blanche a été depuis longtemps dominé par la variété canadienne Kennebec. En 1977, l'Italie a importé 74 698 tonnes de pommes de terre de semence dont 10 237 tonnes provenaient du Canada. En raison de la récolte exceptionnellement pauvre de pommes de terre de la CEE en 1976, les restrictions

normales de la Communauté relatives aux importations de pommes de terre de consommation ont été levées et les ventes canadiennes de pommes de terre de consommation à l'Italie ont atteint 5782 tonnes.

**Légumineuses:** les coûts de production relativement élevés obligent l'Italie à importer plus de 100 000 tonnes de légumineuses annuellement. En 1977, les ventes canadiennes à l'Italie se sont élevées à 971 tonnes de haricots secs et à 682 tonnes d'autres légumineuses.

## Réglementation concernant l'importation

Outre la distance qui restreint considérablement la compétitivité des produits canadiens, le système de droits et de prélèvements de la CEE interdit en fait les importations canadiennes de bétail, de viande, de produits laitiers, de fruits, de légumes et de produits alimentaires transformés. La législation sanitaire, qui impose une quarantaine au bétail et exige des inspections spéciales pour les produits carnés, ainsi que les restrictions relatives à l'utilisation de certains agents de conservation de produits alimentaires restreignent également la pénétration de ce marché. Deux fois au cours des dernières années, le gouvernement italien a tenté de soutenir le cours fléchissant de la lire en exigeant des importateurs des dépôts en espèces équivalant à 50% de la valeur des marchandises importées. Ces mesures, malgré leur caractère provisoire, entravent néanmoins le processus commercial normal.

## Possibilités d'exportation

Le marché du cuir canadien devrait demeurer fort dans la mesure où la qualité du produit est supérieure à celle d'autres sources d'approvisionnement. Les fourrures canadiennes constituent toujours la norme de qualité pour d'autres fournisseurs. Les Holsteins et le sperme de bovins canadiens continuent de jouir d'une haute réputation et la promotion des races de porcs canadiens est en bonne voie. La participation du Canada à l'Exposition internationale de porcs à Reggio Emilia, en 1978, devrait créer un marché pour les porcs de reproduction. On s'attend à une faible croissance des exportations de veaux d'engraissement qui seront néanmoins restreintes en raison de l'absence de moyens de transport économiques. Il existe de faibles possibilités pour la viande de porc et de cheval mais aucune pour celle de boeuf, les autres sortes de viande et les produits laitiers. Les ventes d'oeufs seront limitées au secteur spécialisé de l'incubation. Si l'autorisation phytosanitaire de la CEE demeure en vigueur, les exportations canadiennes de pommes de terre de semence Kennebec devraient se maintenir comme au cours des dernières années; l'accroissement des ventes canadiennes dépendra de l'aptitude des exportateurs canadiens à introduire de nouvelles variétés hâtives et à chair jaune davantage conformes au goût des consommateurs italiens et aux besoins du marché d'exportation. Les ventes d'oléagineux, de légumineuses et de semences dépendront toujours des deux facteurs clés du marché mondial, les prix et les quantités disponibles.

# PAYS-BAS

## Situation actuelle du marché

Les Pays-Bas sont un très grand producteur et un exportateur de produits agricoles et alimentaires. Un pourcentage élevé des ventes à l'étranger, évaluées à \$12 milliards en 1977, se fait à l'intérieur de la Communauté économique européenne, bien que l'on trouve une gamme étendue de denrées alimentaires néerlandaises dans la plupart des magasins canadiens. En dépit du fait que, pour de nombreux secteurs le pays produit beaucoup plus d'articles que le marché local ne peut en absorber, le marché des importations des Pays-Bas est étonnamment important; en 1977, les achats de produits agricoles et alimentaires ont atteint, en tout, \$8 milliards.

## Réglementation concernant l'importation

Bien que le pays tarde à adopter les nouveaux produits, il existe peu d'obstacles indirects au commerce des produits agricoles et des denrées alimentaires. Les exigences en matière d'emballage et d'étiquetage sont minimales. Les règlements relatifs aux questions sanitaires sont relativement stricts, mais le gouvernement néerlandais décide très rapidement si un nouveau produit répond ou non aux normes établies. Bien sûr, pour les acheteurs néerlandais, les prix sont déterminants; les importateurs, eux, sont quelquefois très exigeants pour ce qui est d'alimenter constamment le marché et de contrôler la qualité.

## **Pays-Bas** Situation actuelle du marché (suite)

### **Possibilités d'exportation**

Les Pays-Bas ne sont pas autarciques en ce qui concerne nombre de matières premières utilisées pour la préparation des produits alimentaires et des aliments destinés aux animaux; la majeure partie de leurs importations agricoles touche ce secteur. Pour ce qui est de l'ensemble des importations de produits agricoles et alimentaires, la part du Canada a toujours été modeste. Toutefois, le nouvel intérêt que ce pays témoigne, depuis quelque temps, au Canada, en tant que source d'approvisionnement, tend non seulement à porter sur les produits qui apportent un supplément à la production nationale en périodes de production particulièrement basses, mais également à prendre un caractère plus permanent. Une étude des différents secteurs de produits permet d'établir les données suivantes:

**Produits agricoles**--Il est prévu que le Canada continuera à vendre à ce pays des haricots de Soissons ou autres, du tabac en feuilles et des ingrédients qui entrent dans la composition des provendes (sauf: foin, paille et autres déchets). Les possibilités d'expéditions de pommes de terre, jusqu'ici saisonnières, pourraient revêtir un caractère régulier, à condition que ce produit réponde aux exigences phyto-sanitaires.

On peut s'attendre à une demande irrégulière ou faible de pommes fraîches, d'oignons, de graines fourragères et d'autres produits agricoles.

**Bétail, viande et produits laitiers**--Les importateurs néerlandais s'intéressent régulièrement aux abats et à la viande de cheval. Si les sociétés canadiennes peuvent fournir des produits à prix concurrentiels, de façon continue, les exportations augmenteront. Les Pays-Bas importent maintenant de façon bien régulière de la semence de bétail canadien; de plus, il est possible qu'un marché similaire se crée pour la semence de porc. Les Néerlandais sont les commerçants de produits laitiers les plus importants au monde; ils représentent un véhicule pour la vente des produits canadiens sur des tiers marchés.

**Produits d'épicerie**--La demande de ces produits est stable; par ailleurs, il serait possible d'augmenter les exportations de certains fruits à baies, surgelés et emballés en vrac. Il existe aussi des possibilités pour certains légumes surgelés, à l'origine emballés en vrac; en ce qui concerne la demande de miel, elle devrait continuer à être bonne. Les ventes de whisky canadien augmentent lentement et nous prévoyons que le marché répondra positivement à l'offre des nouvelles boissons alcooliques canadiennes. Il existe certaines possibilités pour la vente de succédanés du cacao et de mélanges à thé glacé. Pour ce qui est des produits spéciaux de boulangerie (croûtes de pizza), les perspectives sont bonnes.

# EUROPE DE L'OUEST (NON-CEE)

## AUTRICHE

### Situation actuelle du marché

L'Autriche dispose d'un secteur agricole développé et elle subvient à la plupart de ses propres besoins, à l'exception des huiles, des graisses et des produits qui ne peuvent être obtenus sur place pour des raisons climatiques (thé, café, épices, agrumes, fruits, riz, fourrures et poissons de mer). Normalement 44% de tous les produits agricoles importés proviennent des marchés de la CEE et 5% des pays de l'Association européenne de libre-échange. Le total des importations de produits agricoles en 1977 s'est élevé à \$1,3 milliard et celui des exportations à \$418 millions.

### Réglementation concernant l'importation

Avec une loi stricte sur les aliments et l'étiquetage, un contrôle sévère de la qualité, des directives non officielles de protection et

des tarifs peu élevés appliqués en Europe de l'Ouest, l'Autriche a peu de chance de devenir un marché important pour les produits agricoles canadiens. La situation est peut-être même encore plus difficile en Autriche que n'importe où ailleurs en Europe de l'Ouest, étant donné la proximité des fournisseurs de nombreux produits bon marché de l'Europe de l'Est et les liens qui l'unissent à ces pays depuis des générations.

### Possibilités d'exportation

Les possibilités d'exportation sont les suivantes: bétail de reproduction (Holstein-Friesian), viande de cheval, poisson en conserve, semences (herbage et trèfle), viandes telles que langue de porc, volaille, foie pour transformation ultérieure et confitures et gelées spéciales.

## ESPAGNE

### Situation actuelle du marché

L'Espagne est un grand importateur de produits agricoles et alimentaires (par exemple: \$1400 millions de produits de légumes, \$300 millions d'aliments préparés et \$3 millions de peaux). Plusieurs des grandes séries que l'Espagne importe ne sont pas vendues par le Canada; pour les autres la concurrence est serrée. Néanmoins, le Canada vend annuellement pour environ \$15 millions de produits agricoles et alimentaires sur ce marché. Par ailleurs, il lui serait possible d'augmenter ses exportations d'articles de qualité supérieure.

### Réglementation concernant l'importation

Cette année, aucun règlement ne visera le secteur agricole en bloc; toutefois, certaines mesures seront établies d'ici peu en ce qui concerne les récoltes particulières. Différents crédits et subven-

tions sont offerts pour augmenter la production nationale, de façon à éliminer les importations de produits agricoles.

### Possibilités d'exportation

Le Canada continue à répondre à la plupart des besoins espagnols en matière de bovins laitiers de pure race; il est prévu qu'en 1978 les ventes atteindront 2000 têtes. Les ventes de semence de bétail devraient augmenter. Les ventes de pommes de terre d'ensemencement se maintiendront à environ \$360 000. Par ailleurs, il existe sur ce marché des possibilités pour le boeuf, le porc, la volaille (cette dernière pour les Iles Canaries), les cuirs et les peaux de tous genres (en particulier les peaux spéciales), les oeufs destinés à l'incubation, les poussins et les dindonneaux ainsi que pour les ventes occasionnelles de lait écrémé en poudre, les produits agricoles spéciaux et les graines oléagineuses.

## FINLANDE

En Finlande, la valeur des importations de produits alimentaires était de \$263 millions au cours de l'année 1977. La valeur brute de la production nationale était, au même moment, de quelque \$4,5 milliards. On peut dire que la Finlande se suffit à elle-même pour les produits alimentaires de base (grains, pommes de terre, viande et autres produits animaux). Fruits, légumes, café, sucre, tabac, épices, différentes sortes de conserves et aliments en boîte comptent parmi les importations. Le Canada y exporte des pommes, des haricots congelés, du tabac, des graines de moutarde et des baies congelées.

### Réglementation concernant l'importation

Les autorités gouvernementales appliquent une politique protectionniste en matière de produits agricoles. Il est nécessaire

d'obtenir un permis pour l'importation de la plupart des produits alimentaires, et celui-ci n'est accordé que si la production nationale ne satisfait pas à la demande, ou encore si les importations ne concurrencent pas la production nationale. De plus, une surtaxe est levée sur les produits alimentaires importés afin d'aligner les coûts de la production nationale avec les prix en vigueur sur le marché mondial.

Le gouvernement ne compte pas s'écarter de quelque façon que ce soit de la politique protectionniste en vigueur dans son pays.

### Possibilités d'exportation

Selon la récolte nationale, le Canada pourra exporter à l'occasion des myrtilles (bleuets) congelées, des airelles et des mûres.

## GRÈCE

### Situation actuelle du marché

La Grèce est plus ou moins indépendante dans le domaine des denrées alimentaires, hormis la viande, le bétail, les provendes, certaines céréales (surtout le maïs), les oléagineux et les huiles végétales. L'importation de denrées (à l'exception des produits de la pêche et des céréales) a atteint une valeur de \$532,4 millions en 1977, soit 8,9% du total des importations. Voici une liste des principaux produits alimentaires importés en 1977: viande, viande préparée et animaux de boucherie vivants \$201 millions, provendes \$6,2 millions, café, cacao et chocolat \$90 millions, produits laitiers \$78 millions.

En 1977, le Canada a exporté en Grèce pour une valeur de \$4,5 millions de produits alimentaires (produits de la pêche et céréales non compris) comprenant: pelleteries (peaux et vêtements) et retailles de peaux \$2,5 millions, pommes de terre d'ensemencement \$1,3 million, bétail, porcs, poussins et oeufs fécondés \$1,6 million, cuirs et peaux (fourrures non comprises) \$0,4 million.

### Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement grec appuie le secteur agricole à l'aide de subsides, d'une tarification de soutien, de la mise en commun des fonds et de l'entrée en franchise des importations, permettant ainsi à la production nationale de satisfaire aux exigences du pays et de se tourner vers l'exportation. Dans les secteurs de la viande et du

bétail, qui se développent plus lentement, l'importation est réglementée de façon à maintenir l'augmentation du coût de la vie à un niveau acceptable. Un facteur qui agit maintenant comme régulateur des prix et des importations en général, est l'entrée prochaine de la Grèce au sein de la CEE. Par conséquent, les prix de soutien dans le domaine des produits agricoles sont alignés sur les prix de la CEE.

### Possibilités d'exportation

L'exportation des fourrures pourrait augmenter considérablement grâce à l'établissement de firmes travaillant sur place en contrepartie avec les fabricants Kastoria pour la confection sous contrat de vêtements et leur réexportation à Francfort; cette organisation est adoptée déjà par plusieurs firmes allemandes.

De plus, l'exportation de veaux de boucherie pourrait prendre de l'expansion suite à l'entrée en activité d'une importante installation d'engraissement des veaux (d'une capacité annuelle de 8 000 têtes). Si cette entreprise réussit, une installation de grandeur similaire, maintenant fermée, reprendra ses activités. D'autres possibilités existent sur le marché grec pour le gluten de blé, les poussins et les oeufs de dindons. Grâce à des efforts concertés, le niveau actuel de l'exportation des pommes de terre à semence pourrait aussi prendre de l'expansion ou du moins, si l'on tient compte de la concurrence européenne croissante, maintenir le niveau actuel qui est de 6 000 à 7 000 tonnes par an.

## ISLANDE

L'Islande est un petit marché; sa population totale est d'environ 220 000 habitants. En 1976, les exportations totales du Canada s'élevaient à \$468 000; elles consistaient principalement en farine de blé (57%) et en pommes (25%).

Les secteurs de la farine, des céréales, des pommes et des légumes offrent les meilleures possibilités. Les perspectives se sont améliorées avec l'établissement, au début de 1977, d'une liaison maritime régulière entre Halifax et Reykjavik. Le maïs et l'orge à bétail offrent aussi certaines possibilités.

## NORVÈGE

En 1977, les importations norvégiennes d'animaux vivants et de produits alimentaires (sauf: poisson, produits du poisson et grains) s'élevaient à \$624 millions. Les fruits et légumes comptaient pour \$190 millions; le café, le thé et les épices, pour \$240 millions, et la viande et les produits carnés, pour \$49 millions. Les importations de boissons et de tabac totalisaient \$81 millions.

### Réglementation concernant l'importation

Les exigences vétérinaires strictes et les programmes de croisement nationaux ont, pour ainsi dire, fermé le marché aux importations d'animaux vivants et de semences animales. La politique gouvernementale favorise la production agricole dans le pays. Par conséquent, les importations qui font directement concurrence aux produits similaires de ce pays sont assujetties aux droits de douanes. De façon générale, les pays européens, pouvant effectuer leurs livraisons dans de courts délais et n'ayant à transporter leurs produits que sur une courte distance, répondent aux besoins norvégiens en produits importés. Toutes les boissons

alcooliques, sauf la bière, sont importées et ne peuvent être vendues que par l'organisme gouvernemental qui a le monopole des alcools.

### Possibilités d'exportation

L'industrie norvégienne des produits alimentaires traités est bien développée. Les produits sont fabriqués de façon à répondre aux goûts de la population: dans certains cas, les articles sont produits en vertu d'une licence accordée par des sociétés étrangères. Les possibilités de ventes directes des produits canadiens se limitent, pour la plupart, aux articles qui ne sont pas assujettis à des règlements, tels que: plantes légumineuses, condiments, sauces, maïs surgelé et pommes fraîches (pendant la saison d'importation qui dure de février à juin). Le pays peut avoir un besoin limité de pommes de terre du Canada, mais ces importations devront répondre aux exigences phyto-sanitaires. Les bleuets congelés, les chicoutés et les lingonnes offrent aussi certaines possibilités.

# PORTUGAL

## Situation actuelle du marché

Le secteur agricole occupe une place importante dans l'économie du Portugal. La situation relativement stagnante de l'agriculture intérieure a donné lieu à des augmentations régulières des importations de produits alimentaires devant permettre au pays de répondre à la demande croissante dans ce domaine. À l'heure actuelle, le Portugal doit recourir à l'importation pour répondre à plus de 50% de ses besoins alimentaires. Les importations d'aliments et de produits agricoles représentent 20% des importations globales. Ces dernières années, à cause, dans une certaine mesure, de la rentrée dans leur pays d'un grand nombre de Portugais des anciennes colonies, des augmentations considérables des importations de viande et autres produits alimentaires ont été observées. En 1977, les importations du Portugal en bétail, semences animales et viande se sont élevées globalement à environ \$13 millions. La valeur des produits fournis par le Canada au Portugal n'était que de \$170 000.

## Réglementation concernant l'importation

Dans le secteur agricole, les objectifs globaux du programme gouvernemental sont de répondre aux besoins alimentaires du pays; ainsi, les restrictions en vigueur dans le domaine des importations, tels que les surtaxes sur les importations, etc., qui visent surtout à réduire les importations de biens de consommation non essentiels, ne s'appliquent normalement pas aux produits alimentaires. Les importations de produits agricoles et alimentaires sont effectuées par l'entremise d'organismes d'approvisionnement du gouvernement, tels que la Junta Nacional dos Produtos Pecuários pour la viande et les bovins de boucherie, la Direcção-Geral dos Serviços Pecuários pour le bétail et les semences animales, le Instituto de Azeite e Produtos Oleaginosos pour les graines oléagineuses et la Junta Nacional das Frutas pour les pommes de terre.

## Possibilités d'exportation

### (1) Bétail et semences animales

Les coopératives portugaises se sont intéressées aux génisses pour la production de lait et il est possible que le Canada en expédie un certain nombre cette année. La concurrence s'exerce entre les É.-U., les Pays-Bas et l'Angleterre.

Dans le cadre du programme gouvernemental en matière d'agriculture, des importations de bovins sont prévues; en outre, à mesure que s'améliore la situation économique du Portugal, les importations de bovins et de semences animales du Canada devraient augmenter, à condition que les prix en soient raisonnables.

### (2) Pommes de terre d'ensemencement et de consommation:

En raison des problèmes phytopathologiques, le marché du Portugal a depuis bien des années été fermé aux pommes de terre de l'Amérique du Nord. Des conditions exceptionnelles ont permis l'importation, en 1976 et en 1977, de certaines quantités de pommes de terre du Canada.

Les pommes de terre d'ensemencement qui proviennent de l'Île-du-Prince-Édouard satisfont maintenant aux normes phytosanitaires du Portugal, et leur importation dans ce pays sera autorisée en vertu d'un permis spécial du ministère de l'Agriculture.

### (3) Graine de tournesol

Le Canada pourrait avoir certaines possibilités d'améliorer sa position de fournisseur du marché portugais si ses prix sont concurrentiels.

### (4) Cuirs et peaux

Ce secteur offre aux exportateurs canadiens des possibilités intéressantes puisque les importations portugaises de produits canadiens ont considérablement augmenté depuis 1976.

# SUÈDE

## Situation actuelle du marché

La Suède possède un très fort degré d'autonomie pour ce qui est de la production agricole de base et elle vise à assurer à 85% son autarcie de sorte que les exportateurs canadiens ne jouissent de possibilités que dans les secteurs des produits qui ne sont pas cultivés ou produits à l'échelle locale.

## Réglementation concernant l'importation

Quelques produits agricoles, très rares d'ailleurs, sont frappés d'un droit de douane. La majeure partie des produits agricoles, surtout ceux que l'on produit déjà au pays, voient cependant leur importation assujettie à une taxe. Ces taxes à l'importation des produits agricoles, qui sont souples et dépendent de l'état des cultures et de l'approvisionnement intérieur, sont fixées par l'Office de commercialisation de l'agriculture. Outre les taxes à l'importation de produits agricoles, il existe d'autres barrières non tarifaires, comme des règlements vétérinaires stricts touchant les animaux sur pied ainsi que les viandes et les produits de la viande et des règlements sur la santé des plantes, que l'on doit observer lorsqu'on exporte des plantes, des fruits frais et des légumes en Suède.

## Possibilités d'exportation

Compte tenu des facteurs qui précèdent, les possibilités d'exportation de produits agricoles et alimentaires par le Canada touchent des articles spéciaux qui ne sont pas produits au pays.

Dans le domaine des légumes, des fruits et des baies, de tels articles englobent le maïs en épis et les grains de maïs, surgelés ou en conserve (en vrac et au détail) et les haricots jaunes en conserve. Les poires Bartlett en conserve et le jus de pommes surgelé se rangent également dans cette catégorie. Certaines quantités de pommes et de poires fraîches peuvent également présenter un certain intérêt. Dans le domaine des baies, le marché suédois peut être favorable aux bleuets et aux lingonnes surgelés en provenance du Canada, bien que la demande dépende entièrement du rendement de cette culture en Suède et en Europe.

Le soja n'est pas cultivé en Suède, qui dépend entièrement des importations à cet égard; le Canada constitue maintenant le principal fournisseur étranger de la Suède pour ce produit. Le marché suédois des autres plantes légumineuses est relativement restreint, bien que se manifeste une demande croissante de petits haricots blancs, de haricots rouges légers et de lentilles.

Pour les raisons énoncées aux alinéas précédents, le marché suédois des produits canadiens d'origine animale est fort limité. Toutefois la production locale ne répond pas suffisamment à la demande d'articles comme la viande de cheval, pour lesquels on recherche des sources canadiennes. Certaines coupes spécialisées de viande de boeuf pourraient également trouver des acheteurs en Suède, si leurs prix étaient concurrentiels; ainsi en est-il des abats

### **Suède** Possibilités d'exportation (suite)

d'animaux, comme le foie et les rognons de boeuf et de porc. On a remarqué récemment que la Suède s'intéressait de plus en plus au bétail de race pure du Canada.

D'autres produits agricoles et alimentaires pour lesquels le Canada a au moins un marché restreint englobent le miel liquide et en

crème, en vrac et au détail), les pommes de terre déshydratées (en vrac), les graminées (surtout du trèfle hybride, du trèfle violet, de la fétuque, de la fléole des prés et du jonc) et la racine du polygala de Virginie.

## **SUISSE**

### **Situation actuelle du marché**

La Suisse importe à peu près la moitié des produits agricoles qu'elle consomme. L'année dernière, ces importations s'élevaient à \$2643 millions; ce chiffre représente une augmentation de 10% par rapport à 1976. La CEE a fourni 47% des importations, tandis que l'AELE en a fourni 3%. Les exportations canadiennes de \$56 millions comportent une augmentation de 20% en volume. Les exportations de céréales ont été les plus importantes, suivies de celles de la viande et des produits carnés.

Les exportations de graines oléagineuses, d'huiles, de fruits, de viandes traitées et de produits alimentaires pour animaux ont aussi augmenté.

### **Réglementation concernant l'importation**

La politique suisse concernant l'importation de produits agricoles vise surtout à protéger la production nationale. Une grande variété de restrictions touchant l'importation sont en vigueur, y compris l'obligation d'obtenir des licences, le contingentement, les taxes supplémentaires sur les importations, les calendriers d'importation

et autres barrières du même genre. La restriction suivante est d'un grand intérêt pour le Canada: Viande: les licences d'importation sont obligatoires. Elles sont émises par la Division agricole du ministère fédéral de l'Économie publique, tous les quinze jours, et sont établies d'après un contingentement d'importation déterminé selon les stocks du moment et la demande prévue. L'importation du porc est interdite.

### **Possibilités du marché**

La viande de cheval, les abats de boeuf et certains aliments préparés tels que la viande séchée, en poudre ou en cubes, les mélanges à soupe, etc., sont des secteurs prometteurs pour l'augmentation des ventes canadiennes. Pour le boeuf, les perspectives sont de moins en moins bonnes, alors que la production suisse augmente. Toutefois, il est prévu que le boeuf demeurera un secteur important des importations. Étant donné que le secteur des produits alimentaires traités est très développé dans ce pays, de façon générale, ce sont les matières premières et les aliments semi-traités qui permettent d'entrevoir les meilleurs résultats.

# PACIFIQUE

## AUSTRALIE

### Situation actuelle du marché

Le Canada et l'Australie offrent des prix compétitifs pour la plupart des produits agricoles de base; par conséquent, les exportations canadiennes de ces produits vers l'Australie se limitent à répondre à des besoins irréguliers, à part certaines ventes périodiques de graines oléagineuses et de légumineuses.

Les exportations de graines de colza, de tournesol et de moutarde du Canada s'élevaient à \$23 732 en 1976 et à \$35 487 (en dollars canadiens) en 1977. Il s'agit de variétés de graines pour l'ensemencement. Des informations récentes de sources professionnelles permettraient de croire que la plupart des minotiers australiens considèrent le Canada comme une source très prometteuse de graines de colza maintenant que les problèmes d'acide érucique ont été résolus.

Les importations australiennes d'huile de colza qui étaient nulles en 1976, ont atteint, en 1977, \$1 336 320. Il est entendu que ces importations visaient à combler le déficit par suite du rendement limité des usines de broyage et que l'importateur achète des sources qui offrent les meilleurs prix. La graine de colza est mélangée à d'autres huiles végétales.

Les statistiques montrent que le Canada a exporté du tabac pour une valeur de \$59 295 en 1976, et de \$81 896 en 1977. Cela ne comprendrait pas la vente du tabac de l'Ontario à la fin de 1977 pour une valeur de \$US 599 000. On a constaté que l'utilisateur final est très satisfait de la feuille de tabac de l'Ontario et, par conséquent, on peut s'attendre à des ventes futures.

On a enregistré des exportations de plantes légumineuses de \$43 771 en 1976, et de \$20 200 en 1977. La baisse était probablement due à la mauvaise récolte au Canada et tout porte à croire que les responsables des entreprises australiennes de transformation de produits alimentaires savent que la situation agricole s'est améliorée au cours de cette année et qu'ils se tourneront vers le Canada pour s'approvisionner.

Les fruits et les légumes transformés du Canada se vendent très bien en Australie à cause de leur qualité. En outre, les deux pays ont des saisons de culture complémentaires et il y a une demande croissante en Australie pour les aliments prêts à servir et les spécialités.

Les statistiques montrent que l'Australie a importé des fruits en conserve et des conserves pour une valeur de \$1 391 742 en 1976 et de \$1 816 167 en 1977. De ce dernier chiffre, les cerises en conserve représentaient \$709 279.

Les exportations de légumes en conserve sont passées de \$672 550 en 1976 à \$1 370 696 en 1977, traduisant en particulier un accroissement de la popularité de l'asperge canadienne.

Une importante fabrique de conserves en Colombie-Britannique prévoit que ses seules ventes de fruits et de légumes en conserve atteindraient au moins \$6 millions au cours de l'année civile 1978.

Les importations australiennes de sperme de bovins canadiens sont passées de \$150 300 en 1976 à \$56 000 en 1977. Les importations de sperme sont interdites actuellement à cause d'une épidémie de fièvre catarrhale au Canada.

### Réglementation concernant l'importation

Les règlements de quarantaine empêchent l'importation du bétail canadien sur pied, bien qu'il soit possible de permettre bientôt l'importation des chevaux. Les importations de volaille pour l'élevage sont encore interdites. En ce moment, un certain nombre de produits alimentaires du Canada est interdit sur le marché australien, soit la viande, les pommes, les pommes de terre, le sperme de bovins, la volaille pour l'élevage, les pâtes alimentaires contenant des œufs. En général, les règlements sur la santé et les conditions d'étiquetage en Australie sont stricts mais justifiés.

Le Canada jouit d'un tarif préférentiel sur certains aliments transformés, inférieur jusqu'à 35% à celui imposé aux fournisseurs ne faisant pas partie du Commonwealth. La Nouvelle-Zélande ne paye pas de taxes sur un grand nombre de produits vendus en vertu de l'Accord de libre-échange entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

### Possibilités d'exportation

À moins que la situation du marché canadien s'améliore, nos ventes d'aliments transformés courants resteront saisonnières et serviront seulement à compléter les réserves australiennes.

Même dans ce rôle secondaire, ces ventes sont substantielles et devraient être poursuivies. Parmi elles les asperges et les cerises en boîtes sont des articles importants. D'autres fruits et légumes en boîte peuvent obtenir du succès sur le marché et la demande augmente sans cesse pour des commandes globales de produits surgelés destinés à des établissements.

Le succès du Canada dans la vente de marinades et de garnitures de tartes montre que d'autres produits alimentaires de haute qualité et des spécialités du Canada peuvent trouver leur place sur ce marché. Les aliments prêts à servir ou sous emballages spéciaux peuvent être vendus à condition de fournir un effort de commercialisation satisfaisant.

## JAPON

### Situation actuelle du marché

À cause de sa superficie restreinte et de son aspect montagneux, le Japon a orienté la production de son potentiel agricole limité vers la spécialisation. Il dépend par conséquent beaucoup de l'importation de nombreux produits agricoles et alimentaires pour satisfaire aux besoins d'une population de 110 millions d'habitants. En 1977, la valeur CAF des importations japonaises était de

\$14,9 milliards comparativement à \$11,1 milliards en 1975 (\$Can 1 = 225 yens). En ce qui concerne le riz, le taux d'autosuffisance du Japon, en supposant un équilibre de l'offre et de la demande était de 70% pour l'année financière 1976, soit 2% de moins par rapport au taux de l'année financière 1975. Le marché à long terme des produits agricoles importés devrait augmenter au fur et à mesure que diminuera la terre utilisée à des fins agricoles et que

### **Japon Situation actuelle du marché (suite)**

s'occidentaliseront les habitudes alimentaires des Japonais. Le total des exportations canadiennes de céréales et de produits alimentaires vers le Japon continue de croître. En 1977, le Japon a importé pour \$760 millions de ces produits, par rapport à \$682 millions en 1974, ce qui représente environ 30,5% du total des exportations canadiennes vers le Japon. La valeur de certains articles importants en 1977 était la suivante: animaux sur pied, \$3,4 millions; viandes et préparations à base de viande, \$103,9 millions; produits laitiers, \$8 millions; aliments du bétail, \$41,3 millions; boissons alcooliques, \$869 000; et aliments transformés, \$4,8 millions.

### **Réglementation et législation concernant l'importation**

Le gouvernement japonais vise principalement à améliorer le taux d'autonomie de son secteur de l'agriculture. À cette fin, il a établi de nombreuses politiques et promulgué un grand nombre de lois, qui ont créé un système complexe de prix minimaux, de prix garantis et de stimulants à la production. Les prix élevés qui ont cours sur le marché intérieur du Japon sont souvent protégés de la concurrence du marché mondial par le contingentement des importations, l'achat de produits par des organismes paragouvernementaux qui les revendent à des prix gonflés, et un tarif élevé.

Les additifs dans les aliments transformés sont régis par la loi japonaise sur l'hygiène des aliments dont les règlements comportent une liste détaillée des additifs. Seuls les additifs figurant sur la liste sont acceptés et les autres sont automatiquement rejetés. Les produits importés doivent également se conformer à la loi sur les maladies contagieuses des animaux.

On encourage les exportateurs à se procurer, avant d'exporter au Japon, des renseignements détaillés sur tous les aspects de la politique et des lois japonaises qui s'appliquent à leurs produits. On leur rappelle également qu'ils doivent veiller à ce que tous les documents relatifs aux douanes soient correctement rédigés.

### **Possibilités d'exportation précises**

Il existe des possibilités précises pour un vaste éventail de produits, comme les bovins et porcins de reproduction, le bétail de laiterie, la viande de porc, les viandes transformées, les légumes congelés, les aliments du bétail, notamment la luzerne, les confitures, les articles de confiserie (pourvu qu'on n'y utilise pas du papier luminescent), le miel, le sirop d'érable, etc. Les efforts continus du Japon pour rétablir l'équilibre de la balance des paiements par des importations accrues et la valeur relativement peu élevée du dollar canadien créent actuellement une situation favorable pour la pénétration du marché dans ce secteur.

## **NOUVELLE-ZÉLANDE ET ÎLES DU PACIFIQUE**

### **Situation actuelle du marché**

La Nouvelle-Zélande est l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits laitiers, de viande et de laine. Le marché des produits alimentaires importés y est limité. En 1977, les exportations de produits agricoles du Canada vers ce pays se sont chiffrées à \$2 millions. Malgré ses dimensions relativement restreintes, le marché de la Nouvelle-Zélande offre certaines possibilités.

### **Réglementation concernant l'importation**

À cause de l'importance des 64 millions d'ovins et des 10 millions de bovins pour l'économie de la nation, l'importation des animaux sur pied est assujettie à de sévères règlements de mise en quarantaine, qui sont actuellement en cours de révision. Les manifestations de fièvre catarrhale font reculer les possibilités d'importation des bestiaux.

Pour protéger l'industrie locale, conserver les possibilités d'emploi et continuer les échanges avec les pays étrangers, le gouvernement maintient un système de réglementation des importations. Des licences d'importations, fondées sur la valeur CAF, sont exigées pour les produits alimentaires (à l'exception des produits laitiers). Le coût de plus en plus élevé des importations fait en sorte que des séries moins nombreuses, mais plus coûteuses, sont mises sur le marché.

### **Possibilités d'exportation**

#### **(i) Nouvelle-Zélande**

Comme la Grande-Bretagne n'est désormais plus admissible à un tarif préférentiel (depuis le 1er juillet 1977), il en résulte des possibilités importantes pour la commercialisation des articles d'épicerie canadiens. Ce changement va rendre plus coûteux les articles d'épicerie auparavant importés de Grande-Bretagne, et encourager les importateurs à trouver de nouvelles sources. Des demandes de renseignements ont été reçues pour des produits tels que les baies en conserve, les confitures, les gelées et les jus. D'autres produits canadiens qui offrent des possibilités comprennent les boyaux de saucisses, les haricots (pourvu que leurs prix soient concurrentiels) et certaines viandes en conserve spécialisées, tels les raviolis. Un intérêt particulier se manifeste à l'égard des tartinades de viande emballées dans de petits contenants en verre.

#### **(ii) Îles du Pacifique**

Depuis toujours, les pays des îles du Pacifique dépendent d'une économie agricole de subsistance, mais le fait qu'ils deviennent de plus en plus riches entraîne la création d'une demande de produits alimentaires importés. Les exportateurs canadiens font cependant face au problème de trouver des moyens d'expédition directe vers le Sud-Ouest du Pacifique.

# ASIE

## BIRMANIE

### **Situation actuelle du marché, réglementation concernant l'importation et possibilités d'exportation**

La Birmanie est un pays socialiste. Les importations relèvent uniquement des divers organismes d'État qui contrôlent toutes les activités dans leur sphère respective. Les approvisionnements sont assurés par voie d'adjudications à l'échelle internationale, mais le prix est toujours le facteur déterminant dans le choix des fournisseurs. La Birmanie ne dispose que d'une capacité d'importation restreinte en raison de son manque constant de devises.

Les possibilités d'exportation dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation sont limitées aux projets financés par la BIRD ou par la Banque asiatique de développement.

Les rapports sur l'état d'avancement de ces projets sont publiés chaque mois par la Direction du financement international du ministère de l'Industrie et du Commerce à Ottawa. Les documents relatifs aux soumissions sont distribués aux soumissionnaires canadiens intéressés, par la Direction de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires du même ministère.

En ce moment, des projets particulièrement intéressants sont financés par la BIRD, visant à améliorer la qualité de l'élevage (cheptel bovin, porc et volaille). Les soumissions en rapport avec ces projets devaient être présentées à la fin de 1977 et au début de 1978.

## RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

### **Situation actuelle du marché**

Les Chinois sont autarciques sur le plan de la production des produits alimentaires. Leur politique d'importation interdit l'utilisation des devises rares pour l'achat des produits non-essentiels. Il existe un certain marché dans le secteur agricole pour l'achat du bétail de reproduction; en 1975, le Canada a vendu environ 50 têtes de ce bétail à la Chine. Depuis, toutefois, l'Australie a vendu à ce pays 300 têtes de bétail et plusieurs centaines de moutons de reproduction.

Certaines indications révèlent un intérêt renouvelé de la Chine pour le bétail canadien aux fins de reproduction. Une entreprise canadienne a réussi dernièrement à obtenir une commande de poussins et, à l'automne 1978, une mission chinoise visitera le Canada pour étudier la possibilité d'importer des bovins de boucherie et des bovins laitiers du Canada, ainsi que des porcs, pour la reproduction.

## RÉPUBLIQUE DE CORÉE

### **Situation actuelle du marché**

À cause de la différence dans les habitudes alimentaires et les restrictions que le gouvernement impose à l'importation, le marché coréen est presque fermé à l'importation de la plupart des produits agricoles et alimentaires finis, à l'exception de la pâte de cacao, du beurre de cacao, de la poudre de cacao, du macaroni, du spaghetti, du pain, des biscuits, des tartes, des soupes et bouillons, des concentrés d'eaux gazeuses, du chocolat, du tapioca et des nouilles instantanées (Ramyon). Toutefois, certaines denrées agricoles non transformées, par exemple, le cacao, le café et les bananes, qui ne peuvent être produites sur place, sont importées pour fins de consommation nationale.

Le pays s'occupe activement d'un programme de mise en valeur de troupeaux laitiers et bovins, afin de satisfaire à la demande croissante de produits laitiers et de viandes; ainsi, le gouvernement compte importer, en 1978, 20 000 vaches laitières et 10 000 animaux de boucherie par année au cours des cinq prochaines années, de même que 3000 têtes de porcs d'élevage. Afin d'aider à remédier à la pénurie actuelle de viandes (attribuable à un accroissement de la demande provoqué par une augmentation rapide des revenus) à brève échéance, le gouvernement compte importer 63 500 TM de bœuf (en 1977 — 9 000 TM ont été importées de Nouvelle-Zélande et d'Australie) et 5 500 TM de porc en 1978. La Corée est un grand importateur de suif (\$69,7 millions en 1977, dont \$9,6 millions du Canada) et de peaux brutes pour fins de transformation en articles de cuir pour réexportation (\$129,5 millions en 1977, dont \$14,9 millions du Canada).

### **Réglementation concernant l'importation**

La réglementation gouvernementale concernant l'importation de la plupart des produits agricoles et(ou) alimentaires finis a pour objet de protéger les agriculteurs locaux et de favoriser l'autonomie

nationale pour ce qui est de la production de denrées. Toutefois, la réglementation concernant l'importation de matières premières agricoles, par exemple, les peaux, le suif et le sucre, est plus souple à cause de l'accroissement rapide de la demande en vue de la réexportation (peaux brutes) et de la fabrication locale pour fins de consommation nationale.

### **Possibilités d'exportation**

Il existe des possibilités d'exportation pour les fournisseurs canadiens de matières premières agricoles qui veulent être actifs sur ce marché. Presque tous les produits qui peuvent être importés par la Corée sont disponibles au Canada, par exemple, bétail, peaux, suif, bœuf, porc, porc d'élevage, malt et orge de malt, graine de soya et colza de provende, graine de lin et oignons frais (la Corée compte en importer environ 7 000 TM en 1978). La Corée exporte environ 50 000 TM de tabac en feuille et en importe 6 000 TM par année, mais la qualité du tabac canadien ne satisfait pas aux exigences coréennes, selon l'Office des monopoles.

C'est dans le secteur du bétail que se trouvent les meilleures possibilités. Les fournisseurs canadiens sérieux devraient être disposés à travailler avec un agent unique en Corée, dont le travail est essentiel pour expédier les documents d'offres, car les acheteurs ne laissent habituellement pas assez de temps pour les appels d'offres. Des visites en Corée peuvent aussi s'imposer de temps à autre, de même qu'il faut offrir aux acheteurs coréens éventuels des occasions de se rendre au Canada pour étudier les méthodes canadiennes d'élevage de bovins et de bestiaux. Les bovins canadiens, à la suite de ventes antérieures, jouissent d'une bonne renommée auprès des agriculteurs coréens, et il y aurait lieu de profiter de cette renommée pour accroître le volume des ventes.

# HONG KONG

## Situation actuelle du marché

Les produits alimentaires constituent l'un des plus importants articles de vente du Canada à Hong Kong; c'est aussi le secteur de vente qui croît le plus rapidement. Les exportations générales de denrées alimentaires ont récemment diminué quelque peu à cause de la baisse des ventes de parties de volaille et d'œufs. Toutefois, les ventes de pommes, de ginseng, de cuir naturel, de poisson et de tabac demeurent satisfaisantes pour le Canada.

Étant donné la croissance continue des supermarchés et des mini-marchés, la demande d'aliments transformés a également augmenté de façon considérable. Nous avons travaillé étroitement avec les importateurs et les responsables de supermarchés, essayant de les persuader d'acheter et d'emmagasiner une plus vaste gamme d'aliments canadiens. Dans certains cas, nos efforts ont été vains, à cause des prix trop élevés. Toutefois ce marché mérite d'être pris en considération, car il pourrait exister certaines possibilités d'y introduire d'autres aliments transformés.

## Réglementation concernant l'importation

Il n'existe aucune réglementation spéciale du gouvernement visant l'importation de denrées alimentaires à Hong Kong. Toutefois, la viande et la volaille fraîches doivent être accompagnées d'un certificat sanitaire pour entrer à Hong Kong.

## Possibilités d'exportation

Produits laitiers: Les expéditions de ces produits ont repris une bonne place sur ce marché.

Les exportations de soja, d'aliments pour les animaux et d'huile de colza ont atteint des chiffres records en 1977; respectivement \$2,6 millions, \$0,5 million et \$3,7 millions, grâce à des prix intéressants et à leur qualité supérieure. Il existe dans ce pays un marché en expansion pour les aliments composés pour la volaille.

**Viandes fraîches congelées:** Les chances de promouvoir la vente du bœuf canadien dans ce pays sont limitées. Le marché du porc est plus intéressant (consommation quotidienne: 8 000 porcs). Les possibilités de vente d'échines, de côtes, d'estomacs, de foies et de matrices de porc, d'abats de bœuf, de foies et de gésiers de volaille (poulet et dinde) sont excellentes. Les principaux exportateurs de ces produits sont les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, la Chine et l'Afrique du Sud.

**Volaille et gibier:** Étant donné le prix de ces produits, les ventes d'ailes et de cuisses de poulet du Canada dans cette région ont considérablement baissé l'an dernier. Il est prévu que les prix demeureront bas et, si le Canada ne modifie pas ses prix, sa part dans ce secteur diminuera encore. Les principaux fournisseurs de ces produits sont les États-Unis, la Chine, le Japon, les Pays-Bas, le Danemark et la République fédérale d'Allemagne.

**Hot dogs congelés/saucisses fumées:** Les résultats de la promotion entreprise par le poste, en ce qui concerne les hot dogs et les saucisses fumées, ont été encourageants. Nous sommes maintenant l'une des principales sources d'approvisionnement de ce marché, les autres étant la Chine, le Danemark, le Royaume-Uni et les États-Unis.

**Oeufs frais:** De temps en temps, nous recevons des demandes de renseignements de l'industrie des œufs canadiens. Il existe à Hong Kong un marché pour ce produit à condition que les prix soient compétitifs et que des réserves soient disponibles de façon régulière. Pour le moment, les États-Unis, la Chine, Taïwan, la Thaïlande et l'Afrique du Sud sont les principaux fournisseurs de ce marché.

# INDE

## Situation actuelle du marché

En Inde, l'industrie agricole et les industries connexes emploient environ 75% de la main-d'œuvre; elles contribuent, dans une proportion de près de 50%, au revenu national. Les principaux produits agricoles sont le blé, le riz, les plantes légumineuses, les graines oléagineuses, le coton, la canne à sucre, le jute, les épices et le thé.

La production annuelle de graines oléagineuses atteint plus de 10 millions de tonnes. Elle est toutefois inférieure à la demande locale d'huiles végétales; par conséquent, les importations sont permises. Leur quantité annuelle varie considérablement. On estime à 950 000 tonnes métriques, la demande pour 1978-1979.

La production nationale de lait écrémé en poudre s'est accélérée, car l'écart entre l'offre et la demande a été comblé par le Programme alimentaire mondial (FAO). La production nationale de volaille suffit presque à ce pays, bien que de petites quantités de volaille de souche pure soient parfois importées pour les projets orientés vers l'exportation.

En vue d'augmenter la production de lait, le croisement du bétail indigène avec des races laitières exotiques est favorisé. Quelques banques de semences animales congelées ont été créées et les gouvernements central et de l'État ont proposé divers grands projets d'élevage de vaches laitières. Par conséquent, des possibilités de vente s'offrent pour les taureaux de races Jersey

canadienne et Holstein-Friesian, les génisses et les semences animales congelées de taureaux de qualité. Pour des raisons de religion, il n'existe pas de marché pour le bœuf.

## Réglementation concernant l'importation

La politique indienne d'importation interdit normalement l'utilisation de devises étrangers pour l'acquisition d'articles qui sont ou pourraient être produits localement.

Les achats de vaches laitières, de semences animales congelées et de lait écrémé en poudre se font toujours par voie d'appels d'offres globaux. Des licences d'importation valables, émises par le gouvernement de l'Inde, sont obligatoires pour toutes les importations (y compris les huiles végétales).

## Possibilités d'exportation

Les possibilités de vente d'huiles de colza et de soja sont intéressantes pour les sociétés canadiennes: des licences d'importation de ces produits ont été émises en faveur des commerçants privés et de la *State Trading Corporation of India Limited*. Le volume total des importations d'huile comestible est évalué à environ 950 000 tonnes métriques.

La production de légumineuses est inférieure à la demande, et les importations ont été augmentées. L'Inde importera annuellement quelque deux à trois millions de tonnes de légumineuses durant les cinq prochaines années.

## INDONÉSIE

### Situation actuelle du marché

En Indonésie, le revenu par habitant est l'un des plus bas au monde (\$US 250). Les possibilités du marché pour les produits canadiens sont donc limitées, le consommateur indonésien étant incapable de se procurer nos produits dont les prix sont relativement élevés. En outre, le gouvernement de l'Indonésie a récemment pris des mesures pour empêcher l'importation des produits alimentaires à l'exception des produits essentiels. Il existe une faible demande de certains produits canadiens, mais le marché doit être abordé en tenant compte des préférences.

### Réglementation concernant l'exportation

Le gouvernement de l'Indonésie, conformément à sa politique visant à limiter les importations de produits alimentaires aux denrées essentielles, a introduit une réglementation concernant l'octroi des licences, qui interdit l'importation de la plupart des produits alimentaires transformés. Les importateurs de ces

produits doivent verser des frais d'inscription de \$US 250 pour chaque variété d'aliments et de \$US 25 pour chaque type d'emballage. Cette réglementation a pratiquement éliminé le Canada du secteur des produits alimentaires transformés.

### Possibilités d'exportation

Le Canada continue d'exporter certains produits alimentaires et pourrait accroître sensiblement ses exportations dans certains domaines. Nous vendons actuellement des produits laitiers (surtout du lait en poudre) et des fruits frais (principalement des pommes). En outre, nous avons vendu une certaine quantité de viande à l'Indonésie par l'entremise de Singapour. Les exportateurs canadiens devraient pouvoir sonder les possibilités de vente de légumineuses, particulièrement de fèves de soja et de petits haricots blancs.

## MALAYSIA

### Situation actuelle du marché

La Malaysia produit pour la consommation nationale de l'huile de palme comestible, des noix de coco, du riz, des nouilles, du lait concentré, quelques biscuits, des ananas en conserve, des aliments préparés pour les animaux, des boissons, de la bière, des cigarettes, du poivre, du cacao, des sauces et du poisson en conserve. Les importations comprennent du bœuf, des grains, quelques fruits, des produits laitiers, du lait en poudre, des légumes en conserve, des fruits, du saumon et du thon. En 1977, la Malaysia a importé des produits alimentaires, des boissons et du tabac pour une valeur de \$(US) 441 millions.

Pendant la période 1976-1980, il est prévu que la production de bétail augmentera à un taux de 5.6% par année. La Malaysia produit déjà suffisamment de volaille, d'œufs et de porc. Le pays accordera plus d'importance au développement de l'industrie du bœuf et des produits laitiers. L'organisme gouvernemental, *MAJUTERNAC*, appuiera l'installation, dans les régions suivantes: Johore, Kelantan, Trengganu, Sabah et Sarawak, de cinq nouvelles fermes qui se spécialiseront dans l'élevage des bovins et dans les produits laitiers. Ces fermes fourniront de jeunes bœufs pour l'abattage et des génisses pour l'amélioration du bétail de reproduction. On prévoit la construction et la réorganisation de six abattoirs, en vue d'améliorer les installations et d'assurer ainsi un abattage hygiénique des animaux.

La *Régie nationale du tabac* prévoit étendre la superficie d'ensemencement du tabac; elle pourra alors cultiver 6 000 acres de

tabac par année. Selon les estimations, la consommation actuelle de tabac traité s'élève à 172 millions de livres.

### Réglementation concernant l'importation

Les importateurs peuvent avoir besoin d'une licence pour certains produits. Les fruits frais étrangers sont frappés de droits d'importation élevés.

### Possibilités d'exportation

Il existe de bonnes possibilités de vente de semences de bovins et de verrats ainsi que de pores de reproduction.

Il existe de bonnes possibilités d'exportation pour les légumes en conserve, le saumon en conserve, les fruits en conserve tels que les dattes, les raisins et les prunes ainsi que pour les sucettes glacées en tubes de plastique. Les pommes canadiennes sont populaires, mais les droits d'importation sont élevés pour ce produit.

Il existe de bonnes possibilités de vente pour le tabac traité du Canada (mélangé avec le tabac local).

Il existe de bonnes perspectives pour les entreprises en coparticipation dans les secteurs suivants: mise en conserve des légumes, de la viande et de la volaille et fabrication des sous-produits tirés de l'abattage du bétail.

Il existe maintenant un bon marché pour les petits haricots blancs.

## PAKISTAN

### Situation actuelle du marché

Il existe un marché pour le lait écrémé en poudre et le beurre; toutefois, les sociétés canadiennes n'ont fait aucune vente parce que leurs prix demeurent beaucoup plus élevés que ceux des sources traditionnelles (Scandinavie et Australie). Il n'existe aucun marché pour les autres produits agricoles. Il existe des possibilités limitées pour l'exportation de vaches laitières de race et de semences animales congelées, mais il faudra une grande campagne publicitaire pour introduire sur ce marché les races du Canada et leur permettre de concurrencer celles de l'Australie (qui entretient depuis longtemps des rapports commerciaux avec ce pays). Les éleveurs et les exportateurs canadiens doivent visiter ce pays qui offre des conditions de faveur pour le financement des premières expéditions d'animaux de race. Il n'existe aucun marché pour les

aliments et les boissons préparés, les fruits et les légumes traités, le poisson et les produits du poisson.

### Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement ne restreint pas à un pays ou à une région en particulier l'importation de produits laitiers. Les acheteurs attachent énormément d'importance au prix.

### Possibilités d'exportation

Les offres de crédit ou d'aide financière à des conditions de faveur pourraient permettre aux éleveurs de bétail canadiens d'exporter leurs produits dans ce pays. Le lait écrémé en poudre et le beurre pourraient être vendus au Pakistan si les prix canadiens étaient concurrentiels à l'échelle internationale.

# PHILIPPINES

## Situation actuelle du marché

L'agriculture constitue le secteur le plus vaste et le plus important de l'économie des Philippines. Cette situation résulte, entre autres, de l'importance des exportations de produits agricoles, tels que le sucre et les produits tropicaux, qu'effectue ce pays. Le gouvernement des Philippines vise, entre autres importants objectifs, à rendre son pays autarcique en matière de produits alimentaires, surtout en intensifiant la production du riz et la culture d'autres céréales en vue de réduire la dépendance du pays à l'égard des importations de blé. Dans un avenir prévisible, les Philippines continueront, toutefois, à offrir un marché intéressant pour certains produits, notamment pour le blé, produit qui figure au premier rang des exportations du pays. Le gouvernement favorise la production du bétail, ce qui nécessite l'importation de bétail de sélection, de semences animales et de nourriture pour les animaux.

## Réglementation concernant les importations

En raison de la pénurie chronique de change étranger, le gouvernement des Philippines réglemente rigoureusement les importations. Par conséquent, il y a vraiment très peu de possibilités de marché pour les aliments transformés ou les produits alimentaires. De telles possibilités existent toutefois pour certains types d'importations, notamment pour ceux qui pourraient améliorer la production agricole du pays ou en augmenter le rendement.

## Possibilités particulières d'exportation

Les Philippines importent annuellement la nourriture pour animaux, notamment le tourteau de soya, le lait écrémé pour consommation animale, la farine de poisson, la farine de viande et d'os, et autre nourriture complémentaire pour animaux. Actuellement, nous croyons qu'il existe des possibilités pour le tourteau de colza et le bureau commercial étudie la question. Des possibilités s'offrent également pour le bétail de sélection, en particulier les bovins et les porcs, d'où la nécessité pour les Philippines d'importer des semences animales dans le cadre du programme d'insémination artificielle. Une certaine évolution qui s'est produite récemment pourrait entraîner la vente de bovins de boucherie du Canada. Le Canada est également l'un des plus grands fournisseurs de volaille de sélection et les possibilités dans ce secteur se maintiennent. En résumé, les possibilités d'exportation résident pour le Canada tant dans le gouvernement que dans le secteur privé des Philippines pour ce qui est de certains produits agricoles. En raison des restrictions qui frappent les importations, les Philippines ne constituent pas un marché largement ouvert, mais les sociétés canadiennes qui en ont exploité les possibilités se sont aperçues que les affaires qu'elles y ont conclues valaient bien l'effort qu'elles avaient dû déployer.

# SINGAPOUR

## Situation actuelle du marché

L'industrie alimentaire est devenue une entreprise importante de la République. L'an dernier, l'industrie des aliments et des boissons a rapporté le montant brut de \$(Can) 605 millions. Cette industrie bien établie comprend 225 sociétés (à l'exclusion de celles qui comptent moins de 10 employés) qui emploient près de 12 000 travailleurs. L'investissement étranger dans cette industrie s'est élevé globalement, en 1976, à quelque \$(Can) 44 millions, soit trois fois plus qu'en 1970.

L'an dernier, le total des importations de produits alimentaires du pays a atteint \$1100 millions. Les exportations se sont élevées à \$695 millions, dont \$148 millions de produits du pays. Le pays importe surtout du riz, des céréales, des fruits frais, du sucre, des aliments pour les animaux, du lait et des produits laitiers. Ses principales exportations, dont la plupart sont des réexportations, sont les épices, la nourriture pour les animaux, le sucre, les fruits en conserve, le café et l'huile de palme.

Le pays se suffit à lui-même pour ce qui est du porc et de la volaille. La production porcine est d'environ 1,1 million par année, soit environ un demi-porc par tête par année. La production de volailles est d'environ 25 millions par année. Singapour exporte 10% des œufs produits dans le pays. La plupart des autres aliments doivent cependant être importés et transformés. Le gouvernement s'emploie actuellement à étendre et à améliorer la transformation alimentaire.

En 1977, le Canada a vendu dans ce secteur pour une valeur d'environ \$4,1 millions (dont \$2 millions de soya). Le coût du transport et le caractère périssable des aliments empêchent toutefois le Canada d'être compétitif lorsque les sources traditionnelles sont l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), l'Europe, les É.-U., l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Singapour offre un marché compétitif. Les fournisseurs traditionnels mènent une forte concurrence pour ce qui est du lait

en poudre, du maïs, du bœuf, des morceaux de volaille congelés, etc.

## Réglementation concernant l'importation

La réglementation concernant l'importation est contenue dans la loi sur la vente des aliments, promulguée par Singapour en 1973, qui, de façon générale, est conforme aux règlements internationaux. Aucun droit d'importation ni autre restriction ne frappent la viande et les produits de la viande exportés du Canada vers Singapour, sauf qu'il est interdit de faire le transbordement de ces produits. Un certificat sanitaire canadien est exigé. Les emballages doivent de préférence être de format métrique, Singapour ayant adopté le système métrique. Sur l'étiquette requise doivent figurer: ingrédients, poids, mesures, description du contenu, nom ou marque, représentation graphique, normes établies, etc., selon le produit dont il s'agit. Il est souhaitable que les fabricants envoient des étiquettes de produits au lieu d'échantillons, lorsqu'ils négocient des ventes.

## Possibilités particulières d'exportation

- Fèves de soya, pois cassés
- Aliments en conserves (viande, poisson, légumes, fruits)
- Lait en poudre
- Poussins d'un jour
- Luzerne
- Pâtes alimentaires
- Pommes
- Miel
- Pommes de terre de consommation
- Morceaux de poulet congelés

## THAÏLANDE

L'économie thaïlandaise est fondée sur l'agriculture. La Thaïlande est autarcique en matière de production alimentaire; de plus, elle est un grand exportateur de riz, de tapioca, de maïs et de fruits tropicaux. Il existerait certaines possibilités de vente de produits alimentaires canadiens dans les secteurs du tabac et du lait écrémé en poudre. Environ 9 000 tonnes de feuilles de tabac sont importées chaque année. La majeure partie de ces importations provenait, jusqu'ici, des États-Unis, en vertu du programme *P.L. 480*, mais ce programme doit être graduellement aboli. En 1975, le total des importations de lait écrémé en poudre s'élevait à \$17

millions. Le Canada détient une part de ce marché; elle est petite mais elle croît constamment. Les ventes de pommes canadiennes en Thaïlande sont stables, ce produit étant utilisé par les restaurants et les hôtels.

La BIRD finance un projet dont l'objectif est l'amélioration de la qualité du bœuf et des bovins laitiers thaïlandais. Ce programme devrait donner lieu à des possibilités de ventes de bétail de reproduction et de semences animales congelées.

# AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT

## AFRIQUE DU SUD

### Situation actuelle du marché

L'Afrique du Sud a atteint son autosuffisance en ce qui concerne le blé tendre, de sorte qu'il n'y a pas de marché pour les importations et l'on ne prévoit aucun changement dans un avenir prochain. En fonction de la récolte, il pourrait y avoir un marché pour les pois et les haricots secs, plus tard dans l'année. Les règlements phytosanitaires appliqués en Afrique du Sud rendent très difficile l'importation de pommes de terre de semence du Canada. Cela est dû à un type particulier de mildiou de la pomme de terre qui est répandu au Canada. On ne peut importer les pommes qu'entre le 5 novembre et le début de la saison de croissance en Afrique du Sud (vers la mi-février de l'année suivante). Les exportateurs canadiens devraient pouvoir se conformer aux règlements phytosanitaires de l'Afrique du Sud.

Il est très difficile d'importer dans ce pays du bétail inscrit; aussi les exploitants agricoles et les éleveurs n'importent-ils que du sperme pour améliorer leurs troupeaux. Il semble y avoir un marché acceptable dans ce pays pour le sperme et on entretient des relations étroites avec les autorités vétérinaires. Comme l'Afrique

du Sud a un excédent de produits laitiers et de volailles, ce secteur présente peu d'espoir pour les exportateurs canadiens. Les seuls produits d'épicerie qui se vendent à l'heure actuelle en Afrique du Sud sont la farine de moutarde, le sirop d'érable pur et certaines garnitures pour tartes. Actuellement il n'y a que peu ou pas de place pour d'autres produits d'épicerie. Les importations se limitent fondamentalement aux articles de luxe.

### Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement d'Afrique du Sud a tenté pendant des années de subvenir à ses besoins dans le secteur agricole. Il a réussi en grande partie et, en particulier dans l'état actuel de marasme économique, le gouvernement fera tout en son pouvoir pour réduire les importations.

### Possibilités d'exportation

En général, il ne sera possible d'importer les produits énumérés ci-dessus que s'il y a une pénurie et si le produit, le cas échéant, est conforme aux règlements rigoureux établis par le gouvernement.

## ALGÉRIE

L'Algérie importe pour plus de \$1 milliard par année en produits alimentaires dont une partie importante en denrées telles que lait en poudre et lait concentré, butteroil, sucre, café, viande fraîche, pommes de terre de semence et de consommation, huile de colza et huile de tournesol, oeufs, concentré de tomate. Du bétail (boeuf, vache, volaille) est également importé, surtout dans le contexte de projets agricoles intégrés.

L'économie algérienne est fortement socialisée. Les importations sont réglementées et plus de 80% sont faites par l'intermédiaire d'une vingtaine de sociétés d'État détenant un monopole exclusif dans un secteur donné. Le contact entre l'exportateur et la société algérienne doit se faire directement car l'usage d'agent intermédiaire est exclu. Une grande partie des achats se fait par appels d'offres internationaux, parfois restreints, et toute transaction d'importance doit faire l'objet d'un contrat. Le transfert de

devises est contrôlé et ne se fait qu'après approbation des autorités financières du pays. Les sociétés algériennes ont tendance à traiter avec des exportateurs étrangers qui ont démontré un intérêt sérieux se manifestant surtout par des visites personnelles. Les affaires internationales se traitent en français.

Des appels d'offres réguliers lancés par les organismes publics responsables; *OFLA* pour les pommes de terre de consommation; *Ministère de l'Agriculture* pour les pommes de terre de semence; *ONALAIT* pour le lait et le butteroil, *ONACO* pour la graine et l'huile de colza, l'huile de tournesol, le beurre, le concentré de tomate; *ONAB* pour le fourrage, le bétail, les oeufs et la viande.

Les exportateurs intéressés doivent se faire connaître à ces organismes ou à l'Ambassade qui fera parvenir les renseignements aux organismes en question.

## ARABIE SAOUDITE

### Situation actuelle du marché

L'Arabie Saoudite importe la majeure partie de ses aliments. Les principaux fournisseurs sont l'Europe de l'Ouest et de l'Est, les pays arabes limitrophes, l'Australie et les États-Unis.

En 1976, les importations de bétail sur pied et de produits animaux ont atteint \$308 millions, celles de légumes \$472 millions, celles de graisses et d'huiles animales et végétales \$49 millions, et celles de produits alimentaires préparés, de boissons, de vinaigre et de tabac \$328 millions. Les exportateurs américains ont vendu, cette année, des aliments et des boissons d'une valeur de \$44 millions et des cigarettes pour \$20 millions. Les ressortissants des pays ouest-européens et des États-Unis sont au nombre de 70 000 dans les principales villes, et il existe des supermarchés approvisionnant les étrangers et les riches Saoudiens.

### Réglementation concernant l'importation

Les produits de porc et les boissons alcooliques sont interdits. L'abattage du bétail doit être fait selon les règles de la loi islamique. L'huile et le beurre de cuisine, le lait et les produits laitiers, la crème, la sauce de tomates ainsi que les jus de toutes sortes doivent être étiquetés en arabe.

### Possibilités d'exportation

Bien que presque tous les produits alimentaires soient importés, les fournisseurs canadiens n'ont pas réussi à percer, principalement à cause de leurs tentatives de commercialisation insuffisantes et, en partie, en raison des problèmes de prix et de transport.

Le gouvernement de l'Arabie Saoudite encourage les élevages laitiers et avicoles grâce à divers programmes de subventions. Il

### **Arabie Saoudite** Possibilités d'exportation (suite)

s'est effectué des ventes de bovins canadiens Holstein-Friesian, et des entreprises privées de ce pays, intéressées à établir des sociétés en coparticipation en vue de l'exploitation d'usines laitières ou avicoles intégrées, présentent souvent des demandes de renseignements à cet effet.

Il s'effectue des ventes d'articles en conserve et congelés si le prix est convenable, et il s'établit de bonnes relations de travail avec l'importateur. Quelques demandes de renseignements au sujet d'aliments spéciaux ont été reçues.

## **CHYPRE**

### **Situation actuelle du marché**

Les importations de produits alimentaires ont été d'environ \$43 millions en 1975, \$64,7 millions en 1976 et \$74 millions en 1977; les principales denrées importées ont été des pommes de terre de semence, le lait concentré sucré, le sucre raffiné, la viande et le tabac.

### **Réglementation concernant l'importation**

Aucune restriction quant aux importations puisque l'industrie alimentaire de Chypre est en voie de développement.

### **Possibilités d'exportation**

Deux raffineries d'huiles végétales commenceront à fonctionner cette année ce qui pourrait créer des possibilités d'exportation pour les producteurs canadiens d'huile de colza. Donc, il y a une certaine demande pour les produits alimentaires en conserve et congelés.

## **CÔTE D'IVOIRE**

### **Situation actuelle du marché**

Les marchés de certaines denrées alimentaires de base, notamment le blé, le maïs et la farine ont été étudiés par l'ACDI en 1977 et on peut obtenir le rapport à Ottawa. En 1977, la Côte d'Ivoire et les pays voisins ont importé pour environ \$370 000 de farine du Canada. Il y a un débouché possible pour 10 000 tonnes de farine

du Canada en Côte d'Ivoire (c'est-à-dire environ 2 000 tonnes tous les deux mois). On pourrait vendre encore 5 000 tonnes par année dans les pays voisins pour compléter les ventes en Côte d'Ivoire. Étant donné les efforts accrus pour augmenter la production du bétail, il y aura plus de possibilités pour les experts-conseils et les techniciens du Canada.

## **ÉGYPTE, LIBYE ET SOUDAN**

### **La situation actuelle du marché**

En Égypte, une nouvelle politique économique prévoit l'expansion de la surface agricole utile et des activités agro-industrielles. On s'intéresse surtout aux opérations clés en main, et aux entreprises en coparticipation pour l'agriculture, l'industrie laitière et l'aviculture. De nouvelles zones franches à Port-Saïd et à Alexandrie permettent d'entreposer d'importantes quantités de denrées agricoles pour les besoins du pays et pour approvisionner les pays voisins. Les organismes du secteur public lancent des appels d'offres pour la fourniture de céréales, de viande et de poulets congelés, d'huiles comestibles et de fromages, tandis que les produits en conserve et les denrées alimentaires de luxe sont importées par le secteur privé en vertu de la nouvelle politique d'ouverture. L'abattage du bétail destiné à l'Égypte doit se faire selon le rituel islamique.

En Libye, il y a des possibilités de contrats pour les travaux agricoles et les complexes laitiers. Le bétail, les céréales, la farine, le tabac, la viande, la volaille et une grande gamme de denrées alimentaires emballées sont importés.

Des ventes en disponible de denrées agricoles sont régulièrement faites au Soudan dans l'espoir que des opérations futures de longue durée puissent être obtenues. Il y a occasionnellement des possibilités de collaborer à des opérations agricoles et des complexes laitiers.

### **Réglementation concernant l'importation**

En Égypte, les règlements concernant les importations exigent que les fournisseurs soient représentés par un agent local. En Libye, cependant, le gouvernement contrôle presque entièrement l'approvisionnement et l'importation laissant l'entreprise privée s'occuper de la distribution locale et des services. La représentation par un organisme local est la meilleure méthode pour une commercialisation efficace au Soudan, au Liban, en Syrie et en Jordanie.

### **Possibilités d'exportation**

On a exporté d'importantes quantités de viandes en conserve vers l'Égypte à titre de contribution au Programme alimentaire mondial. En 1976 et 1977, l'ACDI a fourni à l'Égypte du lait en poudre et de l'huile de colza à l'occasion d'une livraison d'aide alimentaire. Cette aide peut être renouvelée en 1978 et on espère que des ventes pourront être réalisées. Des ventes importantes de bétail laitier à tous les pays pourraient être réalisées si nos prix demeurent concurrentiels et, en particulier, si nous réussissons à immuniser le bétail du Canada contre la fièvre aphteuse avant l'exportation. La possibilité d'offrir des complexes laitiers, clés en main, serait également un atout. Après des essais répétés sur place des pommes de terre de semence du Canada, on espère en vendre des quantités commerciales en Libye, en Égypte et en Syrie. Des possibilités de débouchés favorables existent pour la vente de fourrage et de compléments d'alimentation animale. Il est probable que nos ventes de tabac à la Libye se poursuivront.

# ÉTHIOPIE, MADAGASCAR, LES SEYCHELLES, SOMALIE, TANZANIE ET OUGANDA

## Situation actuelle du marché

Tous ces pays, à l'exception des Seychelles, dépendent de l'agriculture pour la majeure partie de leur produit national brut, la situation de l'emploi et les recettes de leurs exportations. Aucun ne subvient encore totalement à ses besoins en produits alimentaires. Cependant, dans presque tous les cas, les devises étrangères ne sont allouées que pour l'importation des produits alimentaires les plus indispensables. L'aide alimentaire fournie en vertu de divers programmes d'aide joue un rôle important dans l'approvisionnement de la Tanzanie, de l'Éthiopie et de la Somalie en produits alimentaires essentiels.

## Réglementation concernant l'importation

À l'exception des Seychelles, tous les pays sont rigoureusement restreints relativement aux importations de produits alimentaires et

le marché de la plupart des produits alimentaires transformés est peu important ou inexistant.

## Possibilités d'exportation

- Il y a une possibilité de débouchés en Tanzanie pour les huiles comestibles et non comestibles.
- Les ventes de bétail de reproduction et de spermes de bovins à l'Éthiopie et à la Tanzanie sont faibles.
- Zanzibar (une partie de la Tanzanie semi-autonome) a besoin de produits alimentaires de base. Communiquez avec le ministre du Commerce extérieur, B.P. 601, Zanzibar.
- Il y a des possibilités de vente de lait en poudre dans la plupart des pays de ce secteur, pourvu que les prix soient concurrentiels.

## IRAN

## Situation actuelle du marché

Les importations de produits agricoles et alimentaires par l'Iran continuent à augmenter, au fur et à mesure qu'augmente le revenu par habitant de ce pays, sans qu'il y ait une amélioration correspondante de l'industrie agricole iranienne. Au cours de la campagne terminée le 20 mars 1977, les importations totales dans le secteur des produits agricoles et alimentaires se sont chiffrées à \$1,2 milliard. Les deux principales catégories d'importations étaient les suivantes: importations de sucre raffiné de l'Inde et de sucre brut et de succédanés du sucre de maints autres pays, et importations d'huiles végétales et animales des États-Unis, de l'URSS, des Pays-Bas et d'autres nations. Les denrées dont le pays ne dispose pas en quantité suffisante sont achetées par voie d'appels d'offres internationaux, que lance la société d'État, la *Compagnie des transactions internationales*. Bien qu'il existe des contrôles de prix en Iran, ceux-ci ne s'appliquent pas aux aliments emballés vendus par les quelques supermarchés qui approvisionnent les riches collectivités iraniennes et la colonie étrangère d'Iran.

## Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement de l'Iran tente d'augmenter la production agricole et d'améliorer les réseaux de distribution et d'entrepo-

sage. Pour assurer un approvisionnement constant, il a également investi dans l'industrie des bovins en Australie. Malheureusement, les coûts élevés du transport au Canada empêchent souvent les fournisseurs canadiens de concurrencer les fournisseurs plus rapprochés, lorsque les appels d'offres internationaux habituels sont lancés.

## Possibilités d'exportation

Le gouvernement de l'Iran a récemment annoncé que les stimulants offerts pour améliorer l'agro-industrie du pays seraient encore plus importants. Des entreprises en coparticipation dans les secteurs de l'agriculture ou de l'élevage seraient d'un très grand intérêt pour les Iraniens.

Les aliments à teneur élevée en protéines intéressent les autorités qui se soucient de la valeur nutritive.

Les aliments spécialisés pourraient intéresser un petit marché, d'une importance croissante, constitué des magasins qui approvisionnent la population à revenu élevé.

Les huiles animales et végétales continuent à être très en demande.

## IRAQ

## Situation actuelle du marché

En 1975, les importations de produits agricoles et alimentaires de l'Iraq (autres que les céréales) ont été évaluées à environ \$288 millions. Elles englobaient principalement les secteurs suivants: sucre, œufs et produits laitiers; viande et volaille; fruits et légumes. La valeur des importations de chaque secteur dépassait les \$30 millions. Il y a également eu d'importantes exportations de fruits et de légumes.

De très grandes quantités d'œufs sont importées continuellement de l'Europe de l'Est. Le pays importe aussi du boeuf de qualité inférieure de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. L'Iraq a acheté des États-Unis du poulet congelé pour une valeur de \$42 millions, ce qui est considéré comme l'achat le plus considérable de ce produit. Une grande variété d'aliments en conserve est importée principalement des pays socialistes ou en voie de développement.

L'Iraq importe régulièrement des pommes de terre de table et d'ensemencement. Ses besoins en pommes de terre d'ensemencement

varient entre 5 000 et 10 000 tonnes par année; ce produit offre donc aux exportateurs canadiens des possibilités à plus long terme. Un grand nombre de poussins et quelque 5 000 vaches laitières sont importés annuellement.

L'Iraq est un pays socialiste; par conséquent, ce sont les organismes de l'État qui importent presque tous les produits. De plus, la plupart des achats se font habituellement par voie d'appels d'offres secrets. Dans ce secteur, le facteur le plus important qui joue lors de l'adjudication des contrats est le prix. L'Iraq investit des sommes considérables, et de plus en plus importantes, dans le développement agricole; son objectif à long terme est de devenir un important exportateur de produits alimentaires, particulièrement pour les pays voisins, situés sur le Golfe. Cela aura pour effet de réduire à long terme les possibilités d'exportation des produits alimentaires préparés; par contre, des possibilités s'offriront aux sociétés qui pourront soumissionner pour les projets clés en main ou fournir les éléments nécessaires aux projets de développement.

# ISRAËL

## Situation actuelle du marché

Israël est un exportateur net de divers produits alimentaires et sa production suffit à la demande locale. Toutefois, le pays importe pour subvenir à la plupart de ses besoins en sucre et en boeuf congelé (une moyenne de 40 000 tonnes par année). On s'intéresse aussi beaucoup aux pommes de terre de semence. Les importations de viande et d'abats s'élèvent en moyenne à \$28 millions par année, les importations de sucre varient de \$50 à \$70 millions (de 80 000 à 100 000 tonnes) par année. Actuellement, la viande est importée d'Argentine, du Brésil, de l'Uruguay et de l'Australie.

## Réglementation concernant l'importation

Pour le boeuf congelé, tous les achats sont faits directement par le ministre du Commerce et de l'Industrie. Les règles diététiques de la loi hébraïque doivent être respectées; les autorités rabbiniques

inspectent les produits. On n'accepte d'importer que les quartiers de devant de l'animal.

Seulement le sucre utilisé par l'industrie peut être importé par le secteur privé, tous les autres achats sont faits directement par le gouvernement. L'importation de pommes de terre de semence d'Amérique du Nord est restreinte en vertu des règlements sanitaires.

## Possibilités d'exportation

On effectue actuellement des recherches sur les pommes de terre de semence du Canada, ce qui pourrait entraîner des ventes appréciables. Des contrats pour l'importation de boeuf congelé sont passés régulièrement et le gouvernement israélien accueille favorablement la participation des fournisseurs canadiens.

# JORDANIE, LIBAN, SYRIE

## Situation actuelle du marché

Des ventes en disponible de denrées agricoles sont normalement faites au Liban, à la Syrie et à la Jordanie dans l'attente d'autres opérations suivies. Il se présente parfois des possibilités de participation à des entreprises agricoles et à des complexes laitiers.

## Réglementation concernant l'importation

La représentation par une agence sur place est la meilleure méthode de commercialisation efficace au Liban, en Syrie et en Jordanie.

## Possibilités d'exportation

D'importantes quantités de viande en conserve ont été expédiées en Syrie à titre de contributions au Programme alimentaire

mondial. Il se présente des possibilités de ventes en disponible de lait en poudre dans la plupart de ces pays et, pour les entreprises canadiennes, cela dépend de leur aptitude à soutenir la concurrence. Il pourrait se faire de bonnes ventes de bovins laitiers à tous ces pays si nos prix demeurent concurrentiels et, en particulier, si nous réussissons à vacciner les bovins canadiens contre la fièvre aphteuse avant de les exporter. La possibilité d'offrir des complexes laitiers clés en main aiderait également. Il existe aussi des possibilités de coentreprises avicoles. A la suite d'essais de pommes de terre de semences canadiennes effectués sur place à plusieurs reprises, on espère que la Syrie en achètera d'importantes quantités. Il se présente des possibilités de marché favorables pour la vente d'aliments du bétail et de compléments alimentaires.

# KENYA

## Situation actuelle du marché

Le Kenya subvient à ses besoins en produits alimentaires de base à l'exception des huiles comestibles et du sucre et il exporte une grande gamme de produits agricoles. En 1977, le Kenya a importé environ 58 000 tonnes métriques d'huiles et de graisses animales et végétales et approximativement 36 300 tonnes métriques de sucre (raffiné).

Le Kenya a des besoins modérés en diverses denrées alimentaires et boissons importées qui sont vendues surtout aux touristes et aux étrangers résidant au Kenya. Le pays a aussi des besoins annuels en petites quantités de bétail reproducteur et de sperme. On importe tous les ans des quantités appréciables d'huiles non comestibles pour la fabrication du savon.

## Réglementation concernant l'importation

Le Kenya s'efforce de subvenir à tous ses besoins en produits alimentaires de base et il a des programmes importants pour accroître la production du blé et l'industrie sucrière. Toutefois, le Kenya ne pourra subvenir à ses besoins dans l'un et l'autre domaine avant la moitié des années '80. Jusqu'à maintenant il n'y

a pas de programme pour accroître de façon importante la production d'huiles comestibles et non comestibles. Les permis d'importation sont nécessaires pour presque tous les produits agricoles et, dans le cas d'articles non essentiels, l'allocation de devises étrangères est limitée. Grâce à des réserves étrangères abondantes, dues en grande partie aux prix soutenus du café, on ne prévoit aucune restriction supplémentaire relativement aux permis et à l'allocation de devises étrangères en 1977 et 1978.

## Possibilités d'exportation

Les fournisseurs canadiens d'huiles comestibles et non comestibles doivent étudier le marché du Kenya plus attentivement puisque les prix du Canada semblent concurrentiels. Le gouvernement du Kenya encourage les entreprises en coparticipation dans le domaine de la transformation agricole pour approvisionner le marché du pays et de l'exportation. Les tanneries, les huileries et les installations pour la mise en conserve et la déshydratation des légumes sont particulièrement encouragées. Le Kenya est bien situé pour approvisionner l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis en produits alimentaires transformés.

# MALAWI

## Situation actuelle du marché

Le Malawi est un petit pays d'Afrique orientale qui n'a pas de débouché sur la mer et dont la population de 4,8 millions d'habitants compte sur l'agriculture de subsistance pour vivre. Approximativement 250 000 personnes seulement sont des travailleurs actifs et par conséquent le pouvoir d'achat par tête est extrêmement faible, soit \$150 par année.

Le Malawi subvient largement à ses besoins en produits alimentaires de base et il importe très peu de produits agricoles et alimentaires. Les exportateurs canadiens doivent considérer le marché comme fermé ou très limité.

## MAROC

### Situation actuelle du marché

L'ACDI a financé l'introduction de 1200 têtes de bétail laitier en 1977-1978 et on prévoit une augmentation de 6000 têtes par année. Il faut aussi avoir un marché pour le sperme de bétail laitier et les fourrages devraient aussi offrir des possibilités. De plus, il faudrait se préparer à appuyer la création d'un programme pour le bétail du pays.

Il y a un marché pour les pommes de terre de semence dont les besoins annuels sont de 30 000 tonnes. Il y a d'autres possibilités pour les semences afin d'approvisionner l'organisme de commercialisation des semences récemment créé, Sonacos, et pour le lait (en particulier concentré) dont les importations sont évaluées à environ 20 000 tonnes par année.

## MOZAMBIQUE

### Situation actuelle du marché

Le mieux que l'on puisse souhaiter, à court et à moyen terme, pour le Mozambique, c'est le maintien de la situation économique au niveau actuel peu élevé des activités. Le pays souffre d'un déséquilibre sérieux de la balance des paiements. Il n'y a plus

d'infrastructure économique et commerciale. Les importations sont réglementées par un système de permis qui les restreint aux besoins essentiels. En conséquence, le marché pour les exportations canadiennes de produits agricoles et alimentaires doit être considéré comme fermé ou très limité.

## NIGERIA

### Situation actuelle du marché

Bien que le Nigeria possède d'importantes quantités de terres arables et un fort pourcentage de population agricole, le système du régime foncier, la lenteur de la mécanisation et le retard dans l'adoption de techniques agricoles modernes ont limité la production. Avec une population nombreuse (77 millions d'habitants) le pays n'a pas réussi à subvenir à ses besoins en produits alimentaires de base. Et la population, sans cesse croissante, a entraîné une demande considérable pour l'importation de produits alimentaires d'outre-mer. L'année dernière les importations ont dépassé \$1 milliard pour les secteurs des aliments et des boissons seulement.

### Réglementation concernant l'importation

Par suite de l'importance des importations de produits alimentaires et de boissons, le gouvernement nigérien a soumis l'importation d'un certain nombre d'entre eux à l'octroi de permis accordés d'après des règles très rigoureuses (viande congelée) et il en a interdit d'autres (boissons gazeuses, bière, fruits et légumes en conserve, etc.). De plus, les autorités ont centralisé le pouvoir d'acquisition de certains produits entre les mains de la Nigerian National Supply Company qui devient responsable du maintien de stocks suffisants de denrées alimentaires considérées essentielles pour éviter les pénuries fréquentes dues à des accapareurs et des

profiteurs ou à des problèmes de transport, etc. Le gouvernement a lancé un programme important, "Operation Feed the Nation", visant à mobiliser les ressources pour la production des aliments dans le pays. Les programmes du ministère de l'Agriculture et du Développement rural ont été considérablement élargis pour accélérer la mécanisation et accroître l'utilisation de l'irrigation, des engrais et des produits antiparasitaires. Le gouvernement a aussi entrepris des programmes pour créer de meilleurs entrepôts. Cela permettra de conserver en divers endroits les aliments congelés ou en vrac et de les distribuer plus facilement à la population. Dans le cadre de sa politique ayant pour but l'accroissement de la production de denrées alimentaires locales, le gouvernement augmentera la production de volaille, de viande, de céréales et de légumes grâce à des programmes importants des autorités fédérales et régionales.

### Possibilités d'exportation

Les produits que pourraient exporter les entreprises canadiennes sont le maïs, les fourrages, le poisson, les épices, le sucre, auxquels s'ajoutent les techniques pour les entreprises agricoles et piscicoles à grande échelle. On espère qu'à l'avenir un marché se développera pour les facteurs de production comme les semences, le bétail de reproduction et les techniques d'insémination artificielle.

## TURQUIE

### Situation actuelle du marché

La Turquie est pratiquement autonome en matière de production alimentaire et exporte en fait des aliments; par conséquent, l'importation de la plupart des produits agricoles et alimentaires est, en général, interdite par la Régie turque des importations.

Cependant, la Turquie importe des bovins d'élevage et du sperme congelé, et il peut se présenter des possibilités pour les entreprises canadiennes si elles peuvent concurrencer les fournisseurs européens. Les meilleures possibilités s'offrent dans le secteur du sperme congelé.

# ZAÏRE, CAMEROUN, CONGO ET GABON

## **Situation actuelle du marché**

L'Afrique Centrale représente un marché de près de \$200 millions, principalement dirigé vers le Zaïre, le Cameroun, le Gabon et le Congo. Malgré des difficultés économiques variables, chaque pays s'efforce de parvenir à l'autosuffisance en matière de produits agricoles. Les pays d'Afrique Centrale demeurent néanmoins largement tributaires des fournisseurs étrangers. Les canaux d'importation et de distribution de ces produits sont étroitement liés aux ex-colonisateurs français ou belges.

De tous les produits exportés du Canada, le lait écrémé en poudre offre actuellement le plus de possibilités. D'autres produits, tels la viande (bestiaux, volailles), la farine, les pommes de terre de semence, sont de nouveaux secteurs à explorer malgré des contraintes imposées par les monopoles (ex. la farine et le blé) et l'éducation du consommateur (ex. les pommes de terre).

## ZAMBIE

### **Situation actuelle du marché**

L'économie de la Zambie est mal en point. Bien que les prix du cuivre aient remonté depuis leur chute spectaculaire en 1974, ils n'ont pas atteint des niveaux suffisants pour fournir à la fois des recettes permettant la réalisation des programmes de développement de la Zambie et de devises étrangères afin de payer les importations nécessaires au maintien des activités économiques. Les perspectives d'un accroissement continu des prix du cuivre à court et à moyen terme ne sont pas bonnes. Les ventes de cuivre fournissent 95% de la totalité des recettes nationales en devises étrangères. Par conséquent, les possibilités d'exportation vers la Zambie demeurent limitées.

### **Réglementation concernant l'importation**

Pour faire face à l'insuffisance des recettes en devises étrangères, le gouvernement a établi une réglementation très sévère pour l'octroi des permis d'importation. Ils sont délivrés selon un ordre de priorité, selon l'importance attachée aux denrées essentielles à la population et à quelques industries clés. Un autre facteur qui

empêche l'accès à ce marché déjà restreint est celui des paiements. À l'heure actuelle, le délai entre le paiement des importations en monnaie locale à une banque de commerce et le déblocage de la somme équivalente en devises étrangères à la Banque de Zambie (*Bank of Zambia*) varie de 7 à 10 mois selon la devise en question et la priorité de la commande. Il n'y a pas beaucoup d'exportateurs canadiens qui peuvent traiter des affaires dans ces conditions.

### **Possibilités d'exportation**

Dans le cas des produits agricoles et alimentaires, les importations sont limitées aux denrées essentielles dont certaines, par exemple l'huile comestible, sont financées par des gouvernements bien disposés envers la Zambie. Les permis pour les produits alimentaires importés, tels que les denrées en conserve, sont délivrés sur une base très limitée et ne concernent souvent que les produits en provenance de la Chine. En l'occurrence, le marché pour la plupart des catégories de produits agricoles et alimentaires du Canada doit être considéré comme très limité.

# ÉTATS-UNIS ET BERMUDES

## ATLANTA

### Situation actuelle du marché

Les États du Sud-Ouest importent des quantités considérables de produits alimentaires. Mentionnons, parmi les principaux, du jambon en conserve d'Europe, du boeuf désossé, principalement d'Amérique centrale, d'Australie et de Nouvelle-Zélande, de la bière d'Europe, des boissons alcooliques du Canada et du Royaume-Uni, des fruits et des légumes du Canada.

### Réglementation concernant l'importation

Les États-Unis ont établi un contingentement sur la viande de boeuf et le Canada doit obtenir un permis d'exportation pour en expédier.

### Possibilités d'exportation

Le marché demeure fermé pour les rutabagas du Canada. Les pommes trouveront un débouché, si les approvisionnements canadiens sont suffisants. La saison canadienne des fruits et des légumes suit de près la saison américaine et, de ce fait, offre des possibilités de marché pour ces produits. Les possibilités sont bonnes pour les pommes de terre de semence et, peut-être aussi, les pommes de terre de table.

## BERMUDES

### Situation actuelle du marché

Les Bermudes dépendent totalement des importations pour satisfaire les besoins essentiels de leurs 55 000 habitants et des 500 000 touristes qui visitent les îles chaque année.

En 1976, les Bermudes ont acheté à l'étranger des produits d'une valeur de \$165 millions. En 1977, les importations en provenance du Canada (le troisième fournisseur en importance) s'élevaient à \$11 millions. Le Canada exporte vers les Bermudes une grande variété de produits, comme des aliments (40% de nos exporta-

tions), des vêtements, des textiles, des chaussures, des appareils électriques, de la machinerie, du papier, des meubles, etc.

Les Bermudes sont un petit marché, très propice au grand nombre de petites et moyennes entreprises canadiennes de fabrication. Aussi le bureau maintient-il des liens très étroits avec les importateurs locaux.

La valeur plus faible du dollar canadien et le ralentissement de l'inflation au Canada devraient contribuer à rendre nos produits plus compétitifs.

## BOSTON

### Situation actuelle du marché

Le total des ventes de produits alimentaires à la Nouvelle-Angleterre atteint presque \$11 milliards. On ne dispose d'aucun chiffre indiquant quel pourcentage de ces ventes englobe les importations canadiennes; nous pensons que cette participation est minime. Nous savons seulement que des carottes sont expédiées du Canada vers la Nouvelle-Angleterre d'août à décembre, des navets de l'Ontario et de l'Île-du-Prince-Édouard toute l'année, des pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard toute l'année sauf en juin, juillet et août.

Malheureusement, dans le domaine des aliments transformés, la participation du Canada n'est pas plus importante. Il existe en Nouvelle-Angleterre des courtiers enthousiastes qui sont toujours prêts à acheter des produits canadiens à condition que ce soit des spécialités ou des articles compétitifs sur le marché national; nous ne pouvons donc pas espérer vendre des quantités importantes de produits canadiens de qualité. Le quota des ventes du fromage canadien cheddar vieilli est de 1 225 000 livres; il est atteint chaque année vers les mois d'octobre et novembre. Si le quota de fromage était plus élevé, le Canada pourrait en vendre davantage.

### Réglementation concernant l'importation

Il n'existe aucune restriction ou taxe d'importation élevée limitant ou arrêtant l'importation des produits canadiens, sauf les quotas imposés sur le fromage et le boeuf, et les règlements américains sur les aliments et drogues visant l'étiquetage. Si la production canadienne du fromage cheddar se trouvait limitée par des règlements fédéraux sur les attributions de lait aux fabricants, il serait inutile d'obtenir un quota plus élevé pour nos exportations de fromage aux É.-U.

### Possibilités d'exportation

Les biscuits font l'objet d'une demande constante. Un des courtiers demande des soupes de parlorde. Un assortiment de conserves de poulets canadiens a eu pendant quelque temps du succès à Boston; il n'est plus offert sur le marché étant donné le prix élevé des matières premières au Canada. Quelques courtiers cherchent à nouveau du crabe.

Les articles énoncés ci-dessus ne sont que quelques exemples des demandes reçues, mais presque tous les genres de produits alimentaires, s'ils sont emballés correctement et si leurs prix sont compétitifs, peuvent trouver un débouché sur le marché de la Nouvelle-Angleterre.

## BUFFALO

### Situation actuelle du marché

Les problèmes économiques de la zone nord de l'État de New York sont bien connus. Cependant, grâce aux divers programmes instaurés, tels que prestations d'assurance-chômage élevées, généreuses allocations d'assistance sociale et timbres d'alimentation financés par le gouvernement fédéral, cette région n'a relativement pas été touchée du point de vue économique. Par conséquent, les conditions de ce marché, habituellement favorables aux producteurs canadiens, sont demeurées inchangées, en particulier en ce qui a trait au poisson congelé ou en conserve, aux légumes frais, à la viande fraîche de boeuf, aux biscuits et à la confiserie. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, on prédit une croissance constante de ce marché.

### Réglementation concernant l'importation

Avant de tenter de se lancer sur le marché de la zone nord de l'État de New York, toute société canadienne doit d'abord s'assurer que ses produits et ses étiquettes répondent bien aux normes établies

par le gouvernement américain. Aucune société ne doit présumer qu'un produit et une étiquette acceptés par les autorités canadiennes le seront aussi par les autorités américaines.

### Possibilités d'exportation

Cette région n'offre pas de possibilités particulières d'exportation, bien que les courtiers soient constamment en communication avec le Consulat canadien à Buffalo pour déterminer de nouveaux domaines à exploiter.

Les fournisseurs canadiens de produits alimentaires transformés ont une excellente occasion d'exposer leurs produits et de connaître les réactions du public en participant à la Foire des produits alimentaires qui doit avoir lieu d'ici la fin de l'année financière. Ils peuvent obtenir des renseignements en s'adressant à la Division des produits d'épicerie, Direction de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires, ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa (Ontario).

## CHICAGO

### Situation actuelle du marché

L'arrière-pays de la région de Chicago possède un marché immense et très actif pour les produits agricoles et alimentaires. C'est là que se trouvent les grandes sociétés de transformation des aliments, les distributeurs en gros, les courtiers et les supermarchés à succursales multiples. Bien que les services d'achat des denrées en vrac ou destinés à la transformation soient déjà organisés selon des accords à long terme, il est encore possible de présenter et de lancer une grande variété d'aliments empaquetés et de spécialités, y compris les mets nationaux et les mets gastronomiques. Il est possible de vendre directement aux supermarchés d'alimentation à succursales multiples et aux magasins de spécialités, ainsi qu'aux courtiers en alimentation qui sont toujours intéressés par les nouvelles propositions, et aux distributeurs de spécialités qui, dans le passé, ont toujours très bien accueilli les produits canadiens.

Le marché des aliments destinés aux établissements est également très vaste, et il existe aussi de bonnes possibilités d'exportation dans ce domaine spécialisé.

### Réglementation concernant l'importation

Il n'existe aucune réglementation restrictive dans ce cas, mais il faut naturellement que le produit et son étiquette soient conformes aux exigences du "Pure Food and Drug Act" (Loi sur les aliments et drogues) du gouvernement fédéral des États-Unis.

### Possibilités d'exportation

Les secteurs propices au lancement de nouveaux produits semblent être ceux des mets nationaux et des mets gastronomiques où la concurrence est moindre de la part des grands fournisseurs de l'industrie de l'alimentation.

Les fournisseurs canadiens de produits alimentaires transformés ont une excellente occasion d'exposer leurs produits et de connaître les réactions du public en participant à la Foire des produits alimentaires qui doit avoir lieu d'ici la fin de l'année financière. Ils peuvent obtenir des renseignements en s'adressant à la Division des produits d'épicerie, Direction de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires, ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa (Ontario).

## CLEVELAND

### Situation actuelle du marché

Il existe un marché excellent, diversifié et bien organisé pour tous les genres de produits alimentaires destinés à la vente au détail, de même que pour la bière et le vin. La richesse de cette région ainsi que la diversité des groupes ethniques qui l'habitent, augmentent les perspectives de vente quant aux aliments de haute qualité, aux aliments gastronomiques et aux boissons. La plus grande partie des ventes est assurée par des courtiers en alimentation au nombre de plus d'un millier. Les distributeurs s'occupent habituellement du commerce du vin et des boissons. Un pourcentage élevé des ventes d'aliments est assuré, au niveau régional et local, par plusieurs magasins d'alimentation à succursales multiples qui sont très actifs.

Un grand nombre de sociétés canadiennes, dont plusieurs nouvelles, ont exporté des produits dans cette région, avec succès et profit.

### Réglementation concernant l'importation

Les exportateurs canadiens doivent faire approuver leurs étiquettes par le *U.S. Food and Drug Administration* et, sous ce rapport, ils peuvent obtenir l'aide de l'Ambassade du Canada à Washington.

### Possibilités d'exportation

Il est possible d'exporter n'importe quel produit gastronomique, y compris les biscuits, les fromages, les viandes en conserve, les confiseries, les spécialités congelées, les pâtes, les produits de l'érable, les pommes, les pains spéciaux et les boissons.

Les fournisseurs canadiens de produits alimentaires transformés ont une excellente occasion d'exposer leurs produits et de connaître les réactions du public en participant à la Foire des produits alimentaires et à la campagne publicitaire dans les magasins, prévues pour cette région d'ici la fin de la présente année financière. Ils peuvent obtenir les renseignements en s'adressant à la Division des produits d'épicerie, Direction de l'agriculture, des pêcheries et du commerce, ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa (Ontario).

## DALLAS

### Situation actuelle du marché

L'homme d'affaires de cette région, qui vend traditionnellement certains produits alimentaires américains à d'autres pays, a souvent besoin de sources supplémentaires d'approvisionnement pour répondre aux besoins de clients. C'est surtout le cas pour les produits tels que: lait en poudre, sucre, haricots, blé, etc. Ce territoire importe du Canada plus de \$10 millions de produits alimentaires.

### Possibilités d'exportation

De très grandes quantités de lait en poudre, d'oeufs, de sucre, de haricots noirs et de blé sont requises pour répondre aux besoins de pays tiers par l'intermédiaire des hommes d'affaires locaux qui exportent les produits alimentaires de notre région. Les producteurs canadiens, prêts à travailler avec ces exportateurs ou par leur intermédiaire, pourraient probablement découvrir d'excellentes possibilités de vente si leurs prix et leurs quantités pouvaient soutenir la concurrence.

## DETROIT

### Produits agricoles et alimentaires

Le territoire du poste, qui comprend le Michigan, l'Indiana et Toledo (Ohio), compte au total plus de 15 300 000 habitants, et le total des ventes de produits alimentaires qui y sont effectuées chaque année s'élève à environ \$11 milliards. Les chaînes des magasins alimentaires effectuent pratiquement toutes les ventes de produits alimentaires. Krogers, qui compte 95 magasins en Indiana, et Great Scott, qui en a 107 au Michigan, sont les deux chaînes principales et accaparent respectivement 13,12% et 10,14% du marché.

Les fabricants et les transformateurs canadiens de produits alimentaires qui, à l'heure actuelle, vendent aux chaînes canadiennes s'apercevront que les ventes aux chaînes des É.-U. se font de la même manière. Les seules difficultés proviennent des règlements des États-Unis en matière d'aliments et de drogues qui

ont trait à la qualité et à l'étiquetage et de ceux qui concernent les droits douaniers et de courtage à payer à ce pays.

Les Canadiens qui exporteront éventuellement des produits alimentaires découvriront que les goûts de la population du territoire du poste de Détroit ne sont pas tellement différents de ceux des Canadiens. De nombreux groupes ethniques de ce territoire consomment certains aliments spéciaux; cependant, un groupe important de Canadiens expatriés continue à acheter de grandes quantités de produits alimentaires et de boissons du Canada, y compris des tablettes de chocolat, de la bière, du vin, des biscuits, du bacon, des pâtes alimentaires, des confiseries, des cigarettes, des légumes frais, etc. Les producteurs et les exportateurs des articles précités vendent leurs produits dans cette région des États-Unis depuis plusieurs années, ce qui indique que des produits canadiens de qualité, à des prix raisonnables, peuvent y être vendus.

## LOS ANGELES

### Situation actuelle du marché

Avec une production annuelle d'une valeur supérieure à \$9 milliards, la Californie occupe le premier rang parmi les États producteurs de produits alimentaires au pays. C'est pourquoi cet État n'est pas un grand importateur de produits frais. Par contre, deux facteurs continuent à assurer certaines affaires au Canada: les variations saisonnières et le besoin de températures plus fraîches pour la culture de certains produits. Le Canada est notamment un grand fournisseur de semences de moutarde aux transformateurs locaux et il exporte de grandes quantités de rutabagas dans cet État.

Les produits du bétail, carnés et laitiers, sont très touchés par la réglementation des importations et par les changements apportés aux prix relatifs, qui empêchent tout développement majeur d'un marché ordonné pour le Canada.

### Réglementation concernant l'importation

Toutes les denrées alimentaires canadiennes expédiées à ce marché à des fins de revente doivent satisfaire aux exigences du gouvernement des États-Unis en matière d'étiquetage, énoncées dans la *Federal Food, Drug & Cosmetic Act* et dans la *Fair Packaging Act*. Il importe que les exportateurs canadiens étudient en détail ces règlements, puisque les articles qui ne respectent pas ces exigences pourraient se voir interdire l'entrée au pays. On peut obtenir un exemplaire des règlements en écrivant au *Superintendent of Documents, U.S. Government Printing Offices, Washington, D.C. 20402*.

Les certificats ordinaires de santé du ministère de l'Agriculture du Canada, d'absence de mauvaises herbes, etc., sont requis, mais aucun certificat spécial n'est exigé pour les produits importés dans ce territoire.

Les produits du bétail, les produits carnés et les produits laitiers sont toujours soumis à de nombreux contrôles canadiens et américains à l'exportation et à l'importation. Aussi les producteurs doivent-ils s'assurer avant toute vente auprès de la Direction de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires, du ministère de l'Industrie et du Commerce, qu'ils sont au courant des plus récents règlements pertinents dans ce domaine.

### Possibilités d'exportation

Dans le territoire desservi par le poste de Los Angeles, on observe une demande constante de tous genres de denrées alimentaires pour gourmets, de fruits secs et frais, de viandes et de produits laitiers. Comme dans tout marché, cependant, les possibilités de vente dépendent de deux facteurs: des prix concurrentiels et de la capacité d'assurer un approvisionnement constant. Les fabricants intéressés à exporter dans un territoire donné devront communiquer avec le bureau commercial qui dessert celui-ci et être prêts à passer trois ou quatre jours dans ce territoire pour créer un marché.

Plusieurs cultures de plein champ de l'Ouest canadien, telles que la graine de moutarde, certaines variétés de haricots, etc., devraient pouvoir supplanter ici celles des producteurs de l'Est américain. Certains produits canadiens sont actuellement vendus par l'entremise de courtiers ou d'importants négociants internationaux en céréales. La sphaigne continue de bien marcher et presque toutes les entreprises de l'Ouest canadien accusent une augmentation de leurs ventes.

Les produits du bétail, carnés et laitiers, subissent le contrecoup des prix relatifs aux aliments pour les animaux au Canada et aux États-Unis. Si le coût de ces aliments se stabilisait au Canada, ce pays aurait d'excellentes possibilités d'exportation, particulièrement du bœuf de l'Ouest.

## MINNEAPOLIS

Le territoire de Minneapolis constitue un bon marché pour un vaste éventail d'articles d'épicerie fabriqués au Canada. Les aliments gastronomiques ou spéciaux, pour lesquels le prix ne constitue pas un facteur majeur, obtiennent des résultats particulièrement satisfaisants dans la région urbaine de Minneapolis-Saint-Paul, où trois magasins importants à succursales multiples approvisionnent une clientèle à revenu supérieur. Dans l'ensemble, l'épicerie demeure entre les mains de sociétés indépendantes et bien établies, qui peuvent mieux varier leurs achats que les magasins établis dans tout le pays. Deux des plus importants distributeurs en gros des États-Unis ayant leur siège à Minneapolis, les possibilités de vente en grosses quantités s'offrent donc aux nombreux transformateurs de produits alimentaires de la région.

Avec un taux individuel de consommation de poisson le plus élevé de toutes les régions de l'intérieur des États-Unis, le territoire de Minneapolis constitue un marché intéressant, à la fois pour les produits de mer et d'eau douce. Plusieurs importants transformateurs canadiens y sont bien établis, et les importateurs s'intéressent sans cesse à de nouvelles sources d'approvisionnement.

Le consulat du Canada à Minneapolis organise quatre foires annuelles de produits alimentaires et de boissons qui permettent aux grossistes, aux détaillants et aux marchés institutionnels de présenter leurs produits. En outre, plusieurs démonstrations de produits alimentaires ont lieu dans les magasins. Ces efforts en vue de mettre en évidence les produits canadiens et l'excellent travail de plusieurs entreprises commerciales ont suscité un intérêt généralement favorable aux nouveaux produits canadiens.

### Possibilités d'exportation

La foire des produits alimentaires et les nombreuses démonstrations auprès des magasins, durant l'année financière, offrent aux exportateurs canadiens de produits transformés d'excellentes occasions de faire connaître leurs articles et d'obtenir la réaction du public.

Pour tout renseignement, s'adresser à la Division des produits d'épicerie, Direction de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires, ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa (Ontario).

## NEW YORK

### Situation actuelle du marché

On a signalé un certain fléchissement de la demande de bacon canadien (de flanc et de dos) par suite de la récente majoration des prix. Les conserves de porc pourraient se vendre ici sans difficulté si les prix étaient plus compétitifs.

À l'occasion d'une dégustation de fromages, nous avons accueilli récemment, dans notre salle du Canada, une quinzaine de fabricants de fromages du Québec et de l'Ontario. Ils exposaient, outre du fromage cheddar, un certain nombre de fromages de spécialité. Nous entendons donner suite à cet événement et relancer les courtiers et les importateurs en vue d'assurer au fromage canadien une plus large part du marché.

Les bleuets sauvages sont toujours en demande, ainsi que les autres fruits congelés, tels que les framboises, qui sont utilisées dans l'industrie de la pâtisserie. Il y a aussi une demande, plus faible il est vrai, de lingonnes, ces fruits étant recherchés principalement par les marchands scandinaves.

Il semble y avoir une forte demande de biscuits, et nous faisons des démarches auprès de plusieurs maisons pour trouver des représentants pour ce produit. Il s'agit d'un problème de capacité, les principaux fabricants de biscuits étant déjà sur le marché américain.

Le chocolat et les produits de confiserie suscitent toujours de l'intérêt. Nous avons travaillé avec un important producteur de chocolats en boîte et avons réussi à trouver un distributeur pour ces produits. Il est encore trop tôt cependant pour évaluer les résultats.

Comme par le passé, nous sommes convaincus que les Américains s'intéressent aux denrées spéciales de qualité supérieure; en outre, les articles destinés aux institutions pourraient s'implanter dans le marché plus facilement que les produits à l'intention du commerce de détail.

## PHILADELPHIE

### Situation actuelle du marché

Dans la région centrale de la côte de l'Atlantique, on importe pour \$100 millions de produits alimentaires chaque année. 40% de ces importations sont de la viande, du poisson et des produits laitiers; 33%, des boissons alcooliques, d'autres boissons et du tabac; et 27%, des fruits, des légumes, du sucre et d'autres produits alimentaires.

### Réglementation concernant l'exportation

Toutes les denrées doivent satisfaire aux exigences de la *Food and Drug Administration* en matière d'étiquetage, de description et d'emballage. Les ventes de vin et de boissons alcooliques doivent être approuvées par le *Philadelphia State Liquor Control Board* (la Régie des boissons alcooliques de l'État de Philadelphie) situé à Harrisburg, et sont réservées aux magasins de l'État. La bière se vend actuellement par l'entremise des importateurs distributeurs; cependant un projet de loi présenté à la Chambre législative de l'État propose la vente de bière dans les supermarchés. Les

propriétaires de tavernes et les distributeurs de bière s'opposent activement à ce projet de loi.

### Possibilités d'exportation

Les principaux fabricants de produits alimentaires de la région offrent de bonnes possibilités de vente de matières premières, de fruits, de légumes et de poisson. Six grands magasins à succursales multiples de Philadelphie écoulent environ 48% des produits gastronomiques et des produits d'épicerie, de même que ceux des producteurs qui apposent sur leurs emballages les étiquettes de leurs clients. Dans les supermarchés, l'inflation qui fait constamment monter les prix du poisson, des produits laitiers et des produits de boulangerie, a amené la mise sur le marché des produits sans nom, l'accroissement du volume des denrées spéciales et la création de programmes d'encouragement à l'économie.

## **Philadelphie** Possibilités d'exportation (suite)

La Foire canadienne de l'alimentation qui se tient à Philadelphie tous les ans fournit une excellente occasion aux fournisseurs canadiens de produits alimentaires de présenter leurs produits aux courtiers, aux distributeurs, aux consommateurs et aux marchés institutionnels.

Il y a également la *Eastern Restaurant & Hospitality Exposition* qui a lieu deux fois par an à Philadelphie (avril 1979) pour les membres de la restauration et des institutions. La participation canadienne est la bienvenue.

## **SAN FRANCISCO**

### **Situation actuelle du marché**

Le Consulat général du Canada à San Francisco contrôle trois secteurs commerciaux distincts. Le plus vaste est celui de la Californie du Nord, dont le secteur de la baie de San Francisco est le centre commercial. Sa population de 8 millions d'habitants, qui est à peu près celle de la province d'Ontario, et ses habitants, qui comptent parmi les personnes les plus riches du monde, permettent à ce secteur de figurer au premier rang sur le plan mondial, pour ce qui est des ventes au détail par habitant. Le deuxième secteur commercial est la région des Montagnes Rocheuses dont la population de 3,5 millions d'habitants est concentrée à Denver, au Colorado, et à Salt Lake City, dans le Utah. Ce secteur connaît actuellement une explosion démographique et un essor économique sans précédent, qu'engendrent le développement rapide de ses ressources énergétiques et la qualité de la vie dans cette région. Le troisième secteur, les îles Hawaï, compte comme population fixe moins d'un million d'habitants, mais son économie unique en son genre fondée sur la défense, l'agriculture axée sur les produits spéciaux, et les centaines de milliers de visiteurs qui dépensent largement (un grand nombre d'entre eux sont des Canadiens), créent un marché au détail très intéressant.

L'agriculture constitue un secteur d'affaires important dans ce territoire, dont une partie, Hawaï, la Californie et le Colorado produisent et mettent sur le marché une gamme très étendue de viandes et de produits laitiers, de fruits, de légumes, de noix, de céréales, de graines, d'herbes et d'épices, etc. La valeur de la production agricole de la Californie s'élève actuellement à environ \$9 milliards annuellement pour 250 récoltes dont 16 des 20 récoltes les plus rentables représentent 78% de ce total. En effet, depuis 29 ans, cet État vient en tête des états agricoles des É.-U. et sa position ne devrait pas changer, du moins à court terme.

Une telle activité dans le secteur agricole ne signifie toutefois pas l'absence de la demande de produits agricoles et alimentaires importés. La variété des ethnies et des croyances et l'urbanisation de la population, ainsi que son pouvoir d'achat "discrétionnaire", ont entraîné l'établissement d'un marché vaste et croissant pour des articles d'origine orientale, des spécialités, et des articles

organiques de haute qualité, emballés de façon exclusive et hors saison. Inutile de mentionner que le prix au débarquement des articles et la continuité de l'approvisionnement des produits influent sur la décision des acheteurs, la qualité ne devenant un facteur important pour la vente que lorsque le prix d'un produit est presque concurrentiel.

### **Réglementation concernant l'importation**

Le tarif douanier et les règlements fédéraux touchant les importations sont les mêmes que ceux qui s'appliquent ailleurs aux É.-U. En raison de l'importance de l'agriculture comme source de revenu et afin de protéger ce secteur contre les infestations, Hawaï et la Californie imposent une inspection d'État rigoureuse à tous les produits d'agriculture frais qui pénètrent dans leur État.

### **Possibilités d'exportation**

Presque tous les produits alimentaires cultivés ou fabriqués au Canada pourraient se vendre dans ce territoire, mais depuis peu, un intérêt marqué s'est manifesté pour:

- les légumes frais (au cours de la saison de culture au Canada) exportés vers les régions de Denver et de Salt Lake City par les régions voisines du Canada,
- les aliments cultivés de façon naturelle ou organique
- les biscuits et confiseries
- les fromages, viandes, saucissons spéciaux
- les bières et liqueurs
- les aliments emballés pour les établissements, céréales du petit déjeuner, etc.

Les exportateurs canadiens de produits agricoles et alimentaires qui ont connu le meilleur succès dans ce territoire, et ils sont nombreux, sont invariablement ceux qui ont retenu les services d'un distributeur ou d'un représentant local. Les rapports constants avec les clients et le service régulier à la clientèle sont aussi importants aux É.-U. qu'au Canada. Les fabricants et les fournisseurs de l'Ouest du Canada se trouvent dans une situation particulièrement avantageuse sur le plan des possibilités d'exportation.

## **SEATTLE**

### **Situation actuelle du marché**

Le marché du Nord-Ouest du Pacifique a connu une amélioration constante, après les conditions de dépression qui avaient marqué la récession locale de 1969 à 1971. La demande de produits agricoles et alimentaires continue à se raffermir au fur et à mesure que le Nord-Ouest du Pacifique profite des développements en Alaska, de la Navy Trident Submarine Base et de l'amélioration du chiffre d'affaires de la société Boeing. Selon les statistiques les plus récentes dont nous disposons sur les ventes de détail, celles-ci accusent une tendance à la hausse depuis 1974 jusqu'à nos jours.

Les principales importations en provenance du Canada dans ce secteur sont les produits alimentaires, y compris les viandes, les aliments du bétail, les fruits et les légumes, \$21,1 millions; les

animaux sur pied, \$23,3 millions; et le poisson, \$16 millions. Parmi ces produits, les importations de porc sur pied devraient augmenter sensiblement, par suite de la grève dans les usines de transformation du porc au Canada.

Le marché de Seattle/Everett devient une cible dont l'importance ne cesse de croître pour l'exportateur canadien de denrées alimentaires. Selon les plus récentes données, la ville de Seattle consomme plus d'aliments, par habitant, que la moyenne nationale. Cette ville, qui se classait la vingt-quatrième de la nation, en 1974, occupait le vingtième rang pour ce qui est du pouvoir d'achat réel, le dix-septième pour ce qui est des ventes aux magasins d'alimentation et le dix-septième pour ses ventes aux supermarchés.

## Seattle (suite)

La situation de l'agriculture dans le Nord-Ouest du Pacifique est bien meilleure que l'an dernier, alors que cette région était accablée par la sécheresse. Certaines récoltes n'ont donné qu'un rendement réduit de 75%. Cette année, la perspective de la récolte est meilleure, et les prix, généralement plus élevés que l'an dernier.

### Réglementation concernant l'importation

À cause, dans une certaine mesure, de notions divergentes concernant le secteur de l'agriculture, de très nombreuses lois ont influé sur nos exportations vers l'ensemble des États-Unis, y compris le Nord-Ouest. Il est probable que l'on continuera à se fier à la réglementation et à ses effets inévitables sur les exportations dans le territoire. Quatre organismes gouvernementaux très importants, entre autres, surveillent les importations de produits agricoles et alimentaires aux États-Unis: il s'agit de la Food and Drug Administration, de la Consumer Protection Agency, du département de l'Agriculture et du département des Douanes.

### Possibilités d'exportation

Le marché du Nord-Ouest du Pacifique jouit actuellement d'une grande prospérité et l'on espère qu'elle se maintiendra ou s'accroîtra encore durant les prochaines années. À l'heure actuelle, les perspectives semblent excellentes pour l'exportateur canadien que favorise le taux actuel du change.

Il est difficile de souligner des possibilités précises, parce que les prix, la qualité, l'uniformité, l'utilité et l'exclusivité des produits influent sur la décision en matière d'achats. Le secteur alimentaire continue toutefois d'être celui qui offre le plus de possibilités de croissance des ventes d'aliments congelés et emballés en portions individuelles. En 1976, la consommation de la bière importée a augmenté, ce qui traduit sa popularité en dépit de son coût supérieur. En 1978, plusieurs brasseurs canadiens ont commencé à promouvoir la vente de leurs produits dans la région par de grandes campagnes publicitaires à la radio, à la télévision et dans les journaux du Nord-Ouest de la côte du Pacifique. Malheureusement, le succès de ces campagnes a été mitigé par suite d'une grève. Les possibilités d'exportation demeurent excellentes cependant, étant donné la consommation très élevée de la bière par habitant dans le Nord-Ouest.

Les fournisseurs canadiens de produits alimentaires transformés ont une excellente occasion d'exposer leurs articles et de connaître les réactions du public en participant à la Foire des produits alimentaires et à la campagne publicitaire dans les magasins, prévues pour cette région avant la fin de la présente année financière. Ils peuvent obtenir des renseignements en s'adressant à la Division des produits d'épicerie, Direction de l'agriculture, des pêcheries et du commerce, ministère de l'Industrie et du Commerce, Ottawa (Ontario).

# AMÉRIQUE CENTRALE ET ANTILLES

## COSTA RICA

### Situation actuelle du marché

Les plus récents chiffres publiés par le gouvernement de Costa Rica révèlent que les importations de toute provenance dans ce secteur se sont élevées à \$37 806 000 (*Comercio Exterior, Costa Rica 1975, publié par la Dirección General de Estadística y Censos, Ministerio de Economía, Industria y Comercio*). Les toutes dernières compilations de Statistique Canada indiquent que les exportations canadiennes à Costa Rica dans ce secteur ont atteint un montant global de \$121 207 en 1977.

Les produits alimentaires traités à l'intérieur du pays sont protégés par les droits de douane très élevés imposés par le marché commun d'Amérique centrale, dont l'objectif est d'aider les pays membres. Le moyen le plus efficace pour le Canada de s'intégrer à ce marché est d'ouvrir des usines sur place ou de s'engager dans des entreprises en commun. Costa Rica importe toutefois une petite quantité de spécialités alimentaires des États-Unis et d'Europe. Les pommes et les raisins représentent un "petit extra pour Noël" et constituent un marché saisonnier de quelque \$500 000 pour les producteurs de fruits, bien que ce marché soit menacé par les nouvelles directives gouvernementales.

Il manque à ce pays 1,5 million de gallons de lait chaque année. Les vaches laitières importées sont de race Holstein-Friesian, Jersey et suisse brune. Vu que les sources de financement sont un facteur clé de la réussite de toute négociation et que les États-Unis occupent une place prédominante sur ce marché en ce moment, les exportateurs canadiens devront lutter s'ils veulent obtenir leur juste part de ce marché. En fait, le Canada a réussi à faire quelques ventes en 1977 et aussi en 1978.

Pour le moment et à court terme, le manque de lait est comblé par des achats importants de poudre de lait, principalement en provenance de la Nouvelle-Zélande, du Nicaragua et du Canada. Les achats sont assurés par le Consejo Nacional de Produccion (CNP, Case Postale 2805, San José, Costa Rica) ou effectués directement par les laiteries:

Plasa  
Case Postale 562  
San José, Costa Rica

Dos Pinos  
Case Postale 605  
San José, Costa Rica

## CUBA

### Situation actuelle du marché

Bien que Cuba soit un pays essentiellement agricole, il ne peut satisfaire tous ses besoins alimentaires. Il y a donc constamment une demande de denrées de base et de produits alimentaires essentiels, le rationnement des aliments étant toujours en vigueur.

Au cours de la dernière décennie, ce pays est devenu un marché important pour les produits agricoles canadiens. En 1977, les produits agricoles ont représenté plus de 70% de l'ensemble des exportations canadiennes à destination de Cuba, d'une valeur de \$182 millions.

### Réglementation concernant l'importation

La plus grande partie des importations de produits agricoles et alimentaires est assurée par l'organisme commercial d'État

Alimport. Des organismes spécialisés, comme Turimpex et Cubalse, s'occupent de l'importation d'une gamme limitée de produits, à savoir ceux qui sont destinés au marché touristique et à la communauté diplomatique de la Havane.

### Possibilités d'exportation

Il existe des possibilités constantes d'exporter du porc et de la volaille, des semences de bovins et de porcs, des aliments pour animaux, du maïs, des pommes de terre d'ensemencement, des haricots et de la poudre de lait écrémé. Certaines possibilités s'offrent aussi pour l'exportation de luzerne déshydratée. Il existe aussi des possibilités limitées d'exporter à Cuba des spiritueux, des cigarettes et des aliments transformés pour son marché de produits de luxe, c'est-à-dire pour les étrangers et les touristes.

## EL SALVADOR

### Situation actuelle du marché

La république de Salvador ne cultive qu'une partie seulement des produits alimentaires vitaux et doit donc importer de ses voisins des quantités complémentaires substantielles. Les possibilités du marché quant à l'exportation des denrées canadiennes se limitent toutefois aux articles spécialisés.

Les exportations canadiennes ont atteint \$298 000 en 1977, soit une diminution par rapport à 1976, à cause surtout d'un arrêt presque total des ventes de poussins et de céréales moulues.

### Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement insiste beaucoup sur l'augmentation de la production agricole afin de rendre le pays plus indépendant dans le domaine des denrées de base.

## **El Salvador (suite)**

### **Possibilités d'exportation**

Les demandes réitérées de renseignements de l'Office de commercialisation du gouvernement du El Salvador relativement à la poudre de lait pourraient donner lieu à un excellent marché à long terme, si les fournisseurs canadiens voulaient fournir à ce pays du lait en boîtes, conformément aux prescriptions, plutôt qu'en sachets.

Le rôle dynamique et prédominant joué par le ministère de l'Agriculture et du Bétail dans la promotion de l'expansion des troupeaux, de la vente à l'exportation des produits bovins et laitiers, et de l'amélioration des normes sanitaires pour les animaux, se reflète dans le programme de 1978, qui vise à la

construction de quatre centres régionaux du bétail, d'une valeur de \$25 millions, et le financement de l'achat de 1 000 têtes de bovins pour les petits agriculteurs. La visite, faite en août 1978, aux éleveurs canadiens, par l'ancien et l'actuel ministre de l'Agriculture, accompagnés de spécialistes et d'éleveurs importants du El Salvador, devrait fournir une excellente occasion aux éleveurs canadiens de vendre des bovins et des semences animales aux éleveurs du El Salvador dans le cadre du programme d'expansion du cheptel de 1978-1979.

On ne prévoit pas que le marché d'importation de produits spécialisés, actuellement limité, se développe de façon significative.

## **GUATEMALA**

### **Situation actuelle du marché**

Le Guatemala exporte du café, du coton, des bananes, du sucre et d'autres denrées tropicales; on y cultive une vaste gamme de produits de consommation nationale. Ce pays possède une importante industrie de traitement des produits alimentaires.

L'importation de denrées d'autres pays membres du marché commun de l'Amérique centrale est exempte de droits et, si l'on tient compte de la production locale, cette politique restreint les possibilités d'exportation de marchandises canadiennes, bien que les exportations de produits agricoles aient augmenté, en 1977, de 10% pour atteindre \$978 000.

Le Canada exporte les aliments traités en quantités restreintes: il s'agit la plupart du temps d'articles très spéciaux que ne produit pas le pays importateur.

L'industrie du traitement des produits alimentaires de l'Amérique centrale limite beaucoup les possibilités de vente des aliments canadiens traités.

### **Réglementation concernant l'importation**

Le gouvernement soutient très fortement le secteur agricole, en particulier les grandes coopératives, afin d'augmenter la production et d'arriver à une organisation efficace de la distribution. Les droits de douane actuellement en vigueur empêchent toute pénétration importante du Canada sur le marché des produits agricoles.

### **Possibilités d'exportation**

Dans le passé, la Canada a eu un succès mitigé dans des domaines précis comprenant les produits laitiers, le lait en poudre, le poisson en conserve et d'autres denrées traitées industriellement comme la gélatine comestible. La poudre de lait, le sperme et les bovins de reproduction offrent les possibilités les plus prometteuses, surtout depuis que le gouvernement encourage les agriculteurs à développer à long terme leurs troupeaux avec l'aide des fournisseurs canadiens.

## **HONDURAS**

### **Situation actuelle du marché**

Le Honduras est un pays exportateur de produits agricoles, soit surtout de café, coton, bananes, sucre et viande. On y cultive une vaste gamme de produits agricoles de consommation intérieure ce qui, tout comme les tarifs du Marché commun de l'Amérique centrale, limite les possibilités de vente des produits canadiens. Les exportations canadiennes ont encore diminué de façon substantielle en 1977 pour atteindre \$440 000, dont \$345 000 de lait en poudre.

Le marché du lait écrémé en poudre est continuellement ouvert, offrant des possibilités aux fournisseurs canadiens.

L'élevage de bestiaux constitue maintenant une partie importante du programme de diversification agricole et les firmes canadiennes pourraient être plus actives dans ce domaine.

Il y a relativement peu de place pour une pénétration importante du marché des aliments traités du fait de la présence d'une industrie locale de traitement bien établie en Amérique centrale; les possibilités se limitent donc aux articles très spécialisés.

### **Réglementation concernant l'importation**

La politique gouvernementale en matière agricole s'achemine vers l'expansion des cultures nationales et l'accroissement des exportations de produits tropicaux courants.

### **Possibilités d'exportation**

Le Honduras se suffit généralement à lui-même dans le domaine des denrées fondamentales. En temps de disette, il s'approvisionne habituellement auprès des pays voisins.

Les principales possibilités actuelles concernent le lait en poudre, le malt, les préparations de viande en boîte, les produits laitiers, la mélasse et les sirops.

## **JAMAÏQUE**

### **Situation actuelle du marché**

Pour 1978, le gouvernement de la Jamaïque a affecté \$(U.S.)70 millions — au développement de l'industrie alimentaire. Si cette

affectation est inférieure à celle de 1977, c'est que le pays prévoit que la production alimentaire augmentera considérablement dans les secteurs de l'amidon, des protéines, des fruits et des légumes.

## Jamaïque (suite)

### Réglementation concernant l'importation

Les denrées alimentaires dont l'importation est actuellement interdite par le gouvernement jamaïcain englobent les produits suivants: poulets entiers, dindes, canards, viande de porc, saucisses, cornets de crème glacée, marinades, farine et flocons de pommes de terre, fruits, chocolats, fruits frais, zestes de citrons, confitures, tomates, jus de tomate, ketchup, gingembre, vinaigre, boissons gazeuses, sucre raffiné, sirop, pommes, biscuits sucrés, noix de coco séchée, fromage emballé pour la consommation, fruits en conserve, confitures, marmelades, soupes de légumes, sauces, saumon, truite, avoine et autres céréales, toutes formes de nouilles, crustacés, margarine, beurre d'arachide, légumes emballés, pois rouges et oignons.

### Possibilités d'exportation

En 1977, les importations jamaïcaines de denrées alimentaires essentielles atteignaient environ 48 millions de dollars jamaïcains; les autres produits alimentaires, eux, s'élevaient à 4 millions de dollars jamaïcains. En 1978, la priorité continuera d'être accordée aux aliments de base, tels que le riz, la farine destinée à la vente au comptoir, les cous et les dos de poulets, le boeuf en conserve, le cabillaud, le lait écrémé en poudre, le

poisson en conserve ou mariné et les principales variétés de viandes surgelées ou marinées.

Le marché continue d'être bon pour les pommes de terre d'ensemencement du Canada. Depuis de nombreuses années, le Canada est fournisseur de ces plants. Pour l'année de récolte 1977-1978, 65 000 sacs de 100 livres ont été achetés, dont les deux tiers étaient des Red Pontiac et le tiers des Kennebec et des Sebago. Pour la période 1978-1979, environ la même quantité sera achetée, mais seulement des Red Pontiac.

La majeure partie des 78 millions de kilos de lait écrémé en poudre importés en 1977 provenait de la Nouvelle-Zélande.

En 1977, 247,5 millions de kilos d'oignons ont été importés des États-Unis et du Canada pour compenser l'insuffisance de la production.

Les autres territoires que contrôle ce poste, Belize, les Bahamas, les îles Caïmans et les îles Turks et Caïcos, demeurent des marchés ouverts aux produits canadiens, si leurs prix sont concurrentiels à ceux des produits américains.

## NICARAGUA

### Situation actuelle du marché

Les chiffres les plus récents de Statistique Canada révèlent que les exportations du Canada vers le Nicaragua ont atteint \$489 240 en 1977, dans ce secteur.

Le gouvernement du Nicaragua désire améliorer ses troupeaux de bovins de boucherie et de bovins laitiers. L'Instituto de Fomento Nacional (INFONAC) cherche également à financer l'achat de 2 000 à 2 500 femelles Holstein-Friesian. Une quantité de 200 têtes a déjà été achetée des États-Unis, au cours des deux dernières années, mais l'INFONAC cherche des conditions de financement plus favorables.

Les produits alimentaires produits et transformés à l'échelle nationale jouissent d'un tarif élevé destiné à protéger les membres du Marché commun centraméricain, et le Nicaragua fournit aux autres pays membres de cette association une grande quantité d'aliments transformés. La seule usine de lait en poudre de l'Amérique centrale, celle de Nestlé, a son siège au Nicaragua, ce qui soulage en partie les problèmes de pénurie de lait dont souffre ce pays. Certains articles sont toutefois importés des États-Unis, et les consommateurs semblent disposés à payer des prix très élevés pour ces articles.

## PANAMÁ

### Situation actuelle du marché

Les chiffres les plus récents, pour Panamá, indiquent que les importations, en provenance de tous les pays, dans le secteur des produits agricoles et alimentaires, se sont chiffrées à plus de \$80,1 millions en 1976. Les derniers chiffres de Statistique Canada relèvent que les exportations canadiennes vers Panamá ont atteint \$800 000 en 1977, dans ce secteur.

Les principaux articles d'exportation du Canada, dans ce secteur, sont la viande de porc, les produits du porc, les produits laitiers et les produits à base de fruits. En 1976, le marché panaméen de ces produits se répartissait comme suit:

Viande de porc	\$1 228 000
Produits du porc	\$8 950 000
Bacon et jambon	\$3 020 000
Saindoux et composés du saindoux	\$1 226 000
Viandes dépecées en portions	\$2 025 000
Viandes gélatinées	\$ 810 000
Viandes fumées	\$5 728 000
Produits du boeuf	\$7 655 000
Produits de l'agneau et du mouton	\$ 644 000

Les plus importants organismes locaux qui importent et distribuent les produits susmentionnés sont:

La Bizkayna S.A., Apartado 4164, Panamá 5,  
República de Panamá  
Motta e Hijo, S.A., Apartado 5075, Panamá 5,  
República de Panamá  
Gago S.A., Apartado 9090, Panamá 6,  
República de Panamá  
Tagaropolus, S.A., Apartado 4583, Panamá 5,  
República de Panamá

Ces sociétés possèdent des entrepôts dans la zone libre de Colon, exploitent des chaînes de supermarchés et vendent les produits susmentionnés en gros.

Sont exigés des droits supplémentaires de 3 1/2%, calculés sur la valeur FAB, pour toutes les importations de viandes, de poissons, de crustacés, d'œufs, de lait, de produits de laiterie et d'huiles et de graisses comestibles, et des droits de 7% sur les importations de tous les autres produits.

## **Panamá** Situation actuelle du marché (suite)

Un certain intérêt est manifesté pour les achats de bestiaux canadiens. Un groupe de Panaméens, qui ont visité le Canada en 1975, ont été fort enthousiasmés par les installations et les capacités du Canada. Ces hommes d'affaires locaux cherchent activement à acheter des produits du Canada.

M. Vitelio de Gracia  
Tec-Canada, A. du S.  
Apartado 3281  
Panamá 4, República de Panamá

International Livestock Corporation  
Apartado 7283  
Panamá 5, República de Panamá

Baldomero Villaverde  
Apartado 11255,  
Panamá 6, República de Panamá

Les produits alimentaires, les boissons, les produits pharmaceutiques, les cosmétiques et les vitamines doivent être enregistrés et approuvés par le *Bureau des drogues et aliments*, qui est situé dans la ville de Panamá. L'approbation dépend des résultats d'une analyse faite par le laboratoire de l'université de Panama et l'enregistrement doit être effectué par un avocat panaméen. L'enregistrement original est valable pour dix ans et les produits sont susceptibles d'être vérifiés pendant cette période de façon à empêcher tout changement illicite à leur composition. Voici la valeur approximative des dépenses entraînées: honoraires d'avocat: \$15; frais d'enregistrement: \$50; et coût de l'analyse: entre \$15 et \$155, selon la composition du produit.

## **PORTO RICO**

### **Situation actuelle du marché**

Les exportations canadiennes de produits agro-alimentaires vers Porto Rico et les autres territoires que contrôle ce poste (république Dominicaine, Haïti, îles Vierges britanniques et américaines) ont atteint \$4,6 millions en 1977 et \$1,6 million au cours des quatre premiers mois de 1978. La concurrence qui s'exerce sur les prix des produits alimentaires emballés continue de constituer une barrière pour les ventes canadiennes, à l'exception des ventes d'aliments pour animaux de compagnie qui se sont élevées à près

de \$850 000 en 1977. L'exportation de pommes de terre d'ensemencement vers la république Dominicaine est en baisse, car ce pays a pour objectif à long terme d'atteindre l'autosuffisance dans ce secteur. Le Canada a effectué une percée importante sur le marché de cette région en vendant de la poudre de lait écrémé et de la bière aux installations militaires américaines de Porto Rico et de la région des Antilles et à un supermarché à succursales multiples des îles Vierges américaines.

## **TRINITÉ-ET-TOBAGO**

### **Situation actuelle du marché**

Les exportations de produits alimentaires du Canada vers cette région sont demeurées stables pendant que les projets de la Caribbean Food Corporation (Compagnie alimentaire des Antilles) se concrétisaient peu à peu. À la suite de ce vaste programme, qui a débuté vers la fin de 1975, les spécialistes canadiens en technologie agricole auront la possibilité d'offrir de l'aide technique, du matériel et des matières premières. La réalisation de ce programme va également entraîner le développement de l'industrie de transformation des aliments qui, à son tour, va créer un autre secteur d'exportation de produits et de services canadiens. Le mouvement de la population rurale vers le secteur urbain constitue le plus important problème de la région car il a pour effet de restreindre l'expansion agricole, ce qui rendra probablement nécessaire l'importation des denrées alimentaires au cours des prochaines années.

### **Réglementation concernant l'importation**

L'objectif principal de la Compagnie alimentaire des Antilles est de réduire de façon substantielle le montant annuel d'un milliard de dollars que coûtent les importations de la région. Parmi les secteurs désignés qui devront augmenter leur production figurent ceux des bestiaux, des grains, des fruits, des légumes et des produits de la pêche. Selon les rapports, des projets visant à introduire la culture du maïs, du soja et des doliques à œil noir ont été mis sur pied en Guyane et à Belize (qui possèdent les plus grandes surfaces cultivables) mais ils ne sont pas encore en pleine exploitation. Les gouvernements de plusieurs territoires ajoutent à

la liste des importations interdites d'autres produits alimentaires, à cause de problèmes de balances de paiements défavorables.

### **Possibilités d'exportation**

Trinité-et-Tobago continuera vraisemblablement d'offrir un bon marché, car sa balance commerciale est très favorable et sa production agricole très limitée. Selon les statistiques disponibles, Trinité-et-Tobago a importé, de janvier à octobre 1977, pour \$228 millions TT (1 dollar TT équivaut à \$CAN 0,45) de produits alimentaires, principalement des céréales (\$TT 82 millions), des produits laitiers et des œufs (\$TT 50 millions) et de la viande et des préparations à base de viande (\$TT 27 millions). Ces articles représentent environ 6% des importations totales. Les exportations du Canada, pour la période allant de janvier à décembre 1977, ont totalisé \$(Can) 23 millions, soit 34% des exportations totales du Canada vers ce territoire.

Quelques usines de transformation des aliments ont été établies dans les îles de la Trinité, de la Guyane et de la Barbade. Les pays moins développés (PMD) de la région songent également à la construction d'usines pour la transformation des fruits et légumes cultivés localement. Une récente étude a été faite en Guyane en vue d'établir une usine de transformation d'ananas et d'oranges, et le gouvernement national cherche à obtenir de l'aide pour cette entreprise. Par conséquent, il existe pour les firmes canadiennes des possibilités d'entreprise en coparticipation et avec contrats de licences.

# AMÉRIQUE LATINE

## ARGENTINE

### Situation actuelle du marché

L'Argentine dispose d'une zone agricole considérable et d'un climat allant du semi-tropical au semi-polaire; sa production agricole est donc abondante et diversifiée. L'agriculture est le point d'appui de l'économie et fournit la majeure partie des produits d'exportation. L'Argentine est presque autosuffisante pour ce qui est des produits agro-alimentaires.

La production de céréales et de graines oléagineuses (les récoltes de blé, de maïs et de sorgho étant parmi les plus importantes) atteint maintenant 31 millions de tonnes par année, dont près de 15 millions sont exportées. Le cheptel compte 60 millions de têtes dont 12 à 13 millions sont abattues chaque année). De plus, le bétail, la volaille, les fruits, le raisin (vin), la canne à sucre (sucre), les légumes, le lait et la plupart des autres denrées agricoles existent en quantité suffisante pour répondre à la demande locale ainsi qu'aux exportations.

À la suite des encouragements prodigués par le gouvernement pour une exploitation accrue, les fermiers cherchent à étendre et à améliorer leurs activités; il en résulte des besoins d'importation de semences et de bétail de reproduction, afin d'améliorer les races et les variétés locales.

### Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement actuel, en vertu de sa politique économique libérale, a permis, en 1976, la levée de l'interdit qui pesait sur l'importation des produits alimentaires, bien qu'il ait maintenu des droits d'importation allant jusqu'à 20%. Les produits destinés à la reproduction ne paient que 5% de droits de douane.

### Possibilités d'exportation

Les possibilités d'exportation sont les suivantes: bétail de race pure, plus spécialement bovins laitiers et de boucherie, semences de pommes de terre, de fourrage et de pâturage, engrais chimiques et ingrédients spéciaux, produits alimentaires de luxe en boîte, tels le saumon et les crustacés.

## BRÉSIL

### Situation actuelle du marché

Le Brésil étant lui-même un important producteur et exportateur de produits agricoles, il impose des mesures restrictives d'importation et offre un marché limité pour les produits canadiens. En plus du blé, le Canada a remporté quelques succès dans la vente de semence animale et de bétail de reproduction. Le Brésil importe aussi, au comptant, des matières premières comme du lait en poudre (y compris une certaine quantité en provenance du Canada) et des haricots noirs; cependant, la préférence pour de telles importations a été accordée aux pays de l'Association latino-américaine de libre-échange et aux pays (en particulier ceux du bloc de l'Est) désirant faire partie du système d'échange de produits agricoles. Le Brésil importe aussi des pommes, des poires et des olives, principalement de l'Argentine.

### Réglementation concernant l'importation

Le blé, le bétail de reproduction et la semence animale sont exempts de certains règlements d'importation au Brésil, en particulier pour ce qui concerne le dépôt de garantie préalable de 100%. L'exemption de dépôt accordée aux fournisseurs de l'ALALE désavantage le Canada pour la fourniture de produits

comme les poires, les pommes et les haricots noirs. De plus, l'interdiction qui frappe les articles non essentiels et de luxe s'applique, en fait, à tous les produits d'aliments transformés.

### Possibilités d'exportation

Les vaches laitières canadiennes, en particulier les vaches Holstein, ont une excellente réputation au Brésil, et les possibilités de marché dans ce domaine sont bonnes. Il est aussi possible de vendre d'autres races: Jersey, Ayrshire, Charolais ou Limousin. Les semences de pommes de terre, la volaille de reproduction, la poudre de lait écrémé et la morue peuvent continuer à avoir des chances sur le marché, bien que les conditions climatiques ne soient pas favorables. Le développement de l'agriculture constitue déjà une priorité pour le gouvernement actuel et le deviendra encore plus pour le prochain gouvernement. Les firmes à la recherche de marchés d'exportation auraient avantage à s'associer avec des partenaires locaux et à participer éventuellement au développement d'un nombre croissant de grands programmes agro-industriels concernant les céréales, le secteur de la viande et l'irrigation.

## CHILI

### Situation actuelle du marché

La topographie et le climat du centre du Chili en font un endroit idéal pour l'agriculture. Cependant, ses récoltes ont subi un tel déclin au début des années '70, que le Chili a été transformé en importateur de produits agricoles. Bien que la production ait repris depuis lors, le manque de fonds de roulement, le coût élevé des engrais ainsi que celui du financement, ont retardé le retour à un état normal. La rareté des capitaux de placement empêche maintenant la croissance de l'industrie des conserves alimentaires, ce qui cause la perte de millions de tonnes de fruits et de légumes qui pourrissent chaque année.

Ce pays redeviendra bientôt un exportateur net de produits agricoles, qui n'importera à l'occasion que certains produits de base pour combler des besoins irréguliers. Il est encore possible de créer un marché permanent pour certains autres produits agricoles que le Chili n'est pas apte à produire en quantité suffisante, tel le blé.

### Réglementation concernant l'importation

Le Chili a aboli l'ancienne politique de contrôle qui maintenait les prix de nombreux produits de base à des niveaux artificiellement bas, ce qui n'incitait aucunement à la production. La nouvelle

## Chili Réglementation concernant l'importation (suite)

politique agricole du Chili présente un programme global et des plans spéciaux appelés à résoudre les problèmes économiques particuliers du pays. En plus de fournir un outil essentiel, soit l'établissement de la parité entre les prix nationaux et les prix à l'échelle mondiale, cette politique est orientée vers une hausse de la production, une augmentation de la productivité et une amélioration des conditions de vie, en particulier dans les petites fermes. Quoique certains contrôles commerciaux soient toujours exercés, le gouvernement chilien vise à les éliminer dans un avenir rapproché en ce qui concerne les produits agricoles et alimentaires tout en maintenant des contrôles ordinaires sur les conditions sanitaires, les exigences en matière de qualité et les normes de production.

En 1978, le gouvernement chilien a mis un terme à la réforme agraire commencée au début des années '60 et qui avait fait l'objet de controverses. Fondamentalement, l'interruption de la réforme agraire signifie que les sociétés peuvent maintenant être propriétaires de terres agricoles. Avant ce changement récent, seuls les individus avaient le droit de posséder des terres agricoles. Un autre changement important est le fait que les sociétés et les individus peuvent maintenant acheter autant de terres qu'ils le veulent, plutôt que d'être limités au maximum précédent de 80 hectares.

Bien qu'il soit trop tôt pour constater toute modification importante, on peut dire à coup sûr qu'au cours des deux ou trois prochaines années, on assistera à la formation, par les hommes d'affaires et les sociétés, de plusieurs complexes agro-industriels importants. L'impulsion nécessaire au développement de l'agriculture chilienne ne viendra pas du gouvernement mais du secteur privé, autant chilien qu'étranger. Selon l'importance des capitaux qui seront investis dans l'agriculture au cours des prochaines années, un marché intéressant pourrait bien se développer pour les produits canadiens dans les domaines de la machinerie, des bovins de reproduction, du sperme et des engrais.

### Possibilités d'exportation

**À court terme:** les huiles crues comestibles déémulcinées (sociétés canadiennes déjà bien représentées); résidus du pressurage du colza; mais pour l'alimentation des animaux; peut-être du sucre brut (de canne et de betterave); du lait en poudre (sociétés canadiennes très bien représentées, pour la qualité et la quantité); potasse, bovins, blé.

**À long terme:** les mêmes produits que ci-dessus.

## COLOMBIE

### Situation actuelle du marché

Le cheptel bovin, porcin et ovin, ainsi que la volaille, entrent maintenant librement en Colombie. L'accent est d'abord mis sur les importations de vaches laitières (des races Holstein-Friesian, Ayrshire, Jersey et, dans une moindre mesure, de race suisse brune). Pour 1978-1979, les importations sont évaluées à 550 têtes de bétail, mais elles tendront à s'accroître de façon constante. Quant à la volaille, elle jouit d'un marché soutenu.

Bien que la Colombie produise presque tous les fruits, en raison de la variété de ses zones climatiques, elle importe des pommes, des pêches, des poires, des abricots, des cerises, des pruneaux et des prunes. Les pommes et les pêches sont actuellement importées des États-Unis, du Canada et du Chili, alors que les poires, les abricots, les cerises, les pruneaux et les prunes viennent principalement du Chili. La Colombie importe annuellement 250 000 caisses de pommes, et ce fruit est de loin le plus populaire des fruits étrangers. Les poires n'ont pas tellement gagné de nouveaux adeptes parce qu'elles sont trop douces au goût des gens du pays. A cause de la fragilité des abricots, des cerises, des prunes et des pruneaux, l'importation de ces fruits comporte des risques de perte; mais les cerises et les prunes ont obtenu la faveur des consommateurs.

La Colombie a presque toujours assuré une production couvrant ses besoins en maïs. Cependant, les conditions climatiques, en 1976 et en 1977, ont causé une diminution de 15% de la production, qui n'a atteint que 752 000 tonnes et ont rendu nécessaire l'importation de 101 437 tonnes, principalement de l'Argentine. En 1978, comme les conditions climatiques ont été excellentes, la Colombie prévoit être complètement autosuffisante avec une production de 1 112 800 tonnes.

Une diminution de la culture du soja en 1975, jointe à la suspension des licences d'importation par le gouvernement colombien, a créé un épuisement des réserves d'huile de soja et d'huiles végétales; l'huile des résidus de pressurage du colza est appelée à combler le déficit. La sécheresse de la saison 1976-1977 s'est poursuivie et il y a donc des possibilités d'exporter en Colombie des huiles comestibles. Jusqu'à la fin de l'année 1976,

les droits élevés et les exigences relatives à l'obtention préalable de licences d'importation ont réellement écarté de ce marché des quantités considérables de *fruits et de légumes en conserve*. Bien que l'exigence relative à la licence d'importation soit supprimée, les droits élevés restreignent toujours le marché. La Colombie exporte des fruits tropicaux et des marmelades en conserve; ce pays est un exportateur net de jus de fruit. Comme la population peut obtenir la plupart des légumes frais à bon marché, il est très improbable de pouvoir lui vendre des légumes en conserve. Ce pays est un exportateur de bonbons, de miel et a été un exportateur de sucre jusqu'en 1977, année au cours de laquelle il a dû en importer 70 000 tonnes. En raison du manque d'organisation des entrepôts de réfrigération et des moyens de transport, il n'est pas possible d'exporter des aliments congelés vers ce pays.

### Réglementation concernant l'importation

L'adoucissement des règlements gouvernementaux a augmenté d'autant les perspectives de ventes de bétail canadien à la Colombie, à savoir: suppressions des licences d'importation pour toutes les catégories de bétail; suppression du dépôt de garantie pour les importations et réduction des droits de douane (15% à l'heure actuelle). L'élaboration de programmes d'amélioration du cheptel et l'augmentation des crédits consentis à l'importation du bétail ont aussi contribué à l'amélioration de ces perspectives. Toutefois, il est presque impossible de vendre des bovins de boucherie en Colombie, à cause de la faible résistance des animaux aux nombreuses maladies contractées sur place.

Toutes les exportations de fruits frais et de légumes frais ou déshydratés nécessitent un certificat de contrôle sanitaire du ICA (Instituto Colombiano Agropecuario). Il n'est toutefois pas nécessaire d'obtenir des licences d'importation pour la majorité des produits agricoles. Tous les produits d'origine animale directe requièrent l'approbation du ICA.

Toutes les importations d'aliments doivent obtenir un certificat de contrôle sanitaire du ministère de la Santé nationale.

## Colombie Situation actuelle du marché (suite)

### Possibilités d'exportation

Il existe de très bonnes possibilités d'exporter des vaches laitières de race Holstein-Friesian. Il existe toutefois moins de possibilités du côté des autres races de bovins laitiers car elles sont moins connues en Colombie. Il devrait aussi se présenter de meilleures possibilités d'exportation du bétail porcin.

On pourrait exporter:

1. de la poudre de lait entier et écrémé,
2. une petite quantité de fromage,
3. des huiles comestibles,
4. du sirop d'érable (marché spécialisé très restreint)
5. des spiritueux,
6. certaines viandes transformées.

En raison des pénuries causées par le mauvais temps de la saison 1976-1977, il existe des possibilités d'exporter jusqu'en janvier 1978 du maïs, des pois et des haricots. On pourrait aussi exporter, vers la fin de l'année, d'autres légumes frais, mais toutes ces ventes sont destinées à combler des déficits à court terme. Il est possible d'exporter des pommes et des pêches canadiennes. Les cerises et les prunes ont aussi reçu un accueil très favorable des consommateurs, mais il faudrait en vendre de très grandes quantités pour que le produit canadien puisse obtenir des taux de transport concurrentiels. Il faut prévoir un emballage de premier ordre pour empêcher la détérioration.

## ÉQUATEUR

### Situation actuelle de marché

Les importations de bétail de toutes sortes sont permises dans ce pays. Aucun droit ne frappe les animaux de race pure avec pedigree ou de race hybride. Depuis 1975, le marché n'a fait que s'accroître pour les troupeaux laitiers, principalement pour les races Holstein-Friesian, Ayrshire et suisse brune, mais non pour les Chianina qui sont toujours peu demandées. Environ 250 têtes de bovins ont été importées au cours de cette période. Les importations de porcs sont toutefois très limitées.

L'Équateur a acheté 6 000 tonnes de poudre de lait de Nouvelle-Zélande, d'Argentine, de Belgique, de Suisse et de France en 1976. Il est prévu que le pays aura besoin de 8 000 tonnes de poudre de lait en 1977. Le beurre, le fromage, les oeufs et le miel sont interdits à l'importation.

L'importation de la plupart des fruits et légumes est interdite en Équateur, sauf pour les pommes qui constituent une importante exception. Les importations de produits agricoles comme les pois et les haricots sont également interdites. En vue d'améliorer la qualité des semences en Équateur, un organisme gouvernemental appelé "Ensemillas" a entrepris un programme efficace.

Le tabac brut est soumis à un tarif douanier de 70%; il est importé principalement des États-Unis, d'Afrique du Sud et d'Argentine. Les cigarettes sont importées des États-Unis et de Grande-Bretagne.

Les légumes en boîte sont soumis à un tarif douanier de 160%; les importations de marmelades, de confitures, de purées, de fruits en boîte ainsi que de miel naturel sont interdites. L'Équateur est un exportateur de bananes, de cacao, de sucre et de café.

Ce sont les huiles végétales qui constituent la principale importation de ce pays, pour une valeur dépassant \$12 millions: en tout premier lieu, l'huile de soja provenant des États-Unis, puis l'huile de palmier importée de Malaysia. Il existe des projets visant à construire une usine de transformation pour l'huile végétale.

### Réglementation concernant l'importation

Le gouvernement équatorien encourage les importations de bovins de pure race pour améliorer le bétail; les programmes de développement à cette fin sont financés par la BID (Banque interaméricaine de développement) et la BIRD ainsi que par les fonds mêmes de l'État. La brucellose est une maladie fréquente dans les troupeaux du pays. Toute transaction doit être effectuée par l'entremise d'un agent.

Les importations de produits importants, comme le maïs et les lentilles sont habituellement assurées par des organismes gouvernementaux: la période de soumission se limite habituellement à deux semaines. D'après la loi, les fournisseurs étrangers doivent avoir des agents sur place. La vente des cigarettes est soumise à un régime de prix fixés par l'État. En conséquence, l'importation continue à être soumise aux dispositions prévues par la loi. Les importations de graines et de pommes de terre d'ensemencement nécessitent une autorisation préalable du ministère de l'Agriculture.

### Possibilités d'exportation

1. bovins Holstein-Friesian,
2. poudre de lait,
3. pommes,
4. maïs,
5. lentilles,
6. petites quantités de graines et de pommes de terre d'ensemencement destinées à des essais.

## MEXIQUE

### Situation actuelle du marché

Les principaux objectifs de la politique agricole mexicaine sont les suivants: a) devenir autosuffisant en ce qui concerne les produits de base; b) augmenter la production des produits d'exportation, et c) créer plus d'emplois dans les régions rurales afin que les agriculteurs disposent d'un revenu plus élevé et de meilleures conditions de vie. Le Mexique essaie de rendre le secteur agricole plus compétitif, de fournir à la population rurale une infrastructure agricole moderne, et d'obtenir ainsi une plus grande productivité. En vertu du plan agricole mexicain, de nouvelles régions seront ouvertes à l'agriculture à alimentation pluviale, spécialement dans les zones tropicales; le développement de travaux d'irrigation et de drainage sera entrepris; l'utilisation de techniques agricoles modernes sera intensifiée dans les régions déjà productives; des

capitaux seront investis dans des établissements de recherche et de vulgarisation, et de nouvelles constructions favoriseront les systèmes d'entreposage et de commercialisation.

### Réglementation concernant l'importation

Ces dernières années, le Mexique a connu des déficits importants de production pour certaines denrées de base, telles que les céréales, les haricots, les graines oléagineuses et la poudre de lait. Il est peu probable qu'il devienne autosuffisant dans un avenir immédiat; ces produits continueront donc d'être importés pendant un certain temps encore. Le gouvernement a accru sa participation à la production agricole en facilitant l'importation d'équipement et de machinerie au moyen de stimulants offerts par le biais du tarif douanier actuel. Les coopératives et le secteur agricole, en

## Mexique Réglementation concernant l'importation (suite)

général, sont encouragés à investir dans les industries agro-alimentaires reliées au secteur de la production animale. Cela devrait engendrer une demande plus forte d'équipement d'abattoir, de laiterie, de meunerie, de traitement des récoltes, de classement et d'emballage des fruits.

### Possibilités d'exportation

Les possibilités de vente continueront d'exister pour les produits canadiens comme la poudre de lait. Les bovins de boucherie et les

bovins laitiers, les porcs, les moutons, le sperme congelé, les dindonneaux, la machinerie et l'équipement agricoles et l'équipement de transformation. Le Mexique montre aussi un certain intérêt pour les semences certifiées, notamment les fèves de soja, les graminées, la luzerne, le colza, le millet long et la moutarde. Avec l'installation de techniques et d'équipement destinés aux industries agro-alimentaires, des investissements dans des entreprises en coparticipation pourraient intéresser le marché mexicain.

## PARAGUAY

### Situation actuelle du marché

Population: 2,5 millions d'habitants

Le pays exporte actuellement des graines de soja, du café, du coton, du sucre, du tabac, des graines oléagineuses, de la viande en conserve et des aliments tropicaux.

### Principales importations

Blé	\$11 millions
Sel	\$1 million
Fruits	\$0,43 million

### Réglementation concernant l'importation

Droits de douane de 15%, en plus de menus frais et des taxes. Il faut avoir recours aux services d'un agent local.

### Possibilités d'exportation

Aucune

## PÉROU

### Situation actuelle du marché

Bien que le Pérou n'ait jamais constitué un marché important pour les produits agricoles canadiens, à l'exception des céréales, des possibilités commencent à s'offrir lentement pour le bétail, le sperme et les animaux de reproduction ainsi que pour les semences.

Le Pérou continue à être un importateur important de poudre de lait écrémé, d'huile de beurre et de graisses. Bien que le marché ait été dominé récemment par la Nouvelle-Zélande, l'Irlande et l'Australie, les perspectives de ventes pour le Canada demeurent favorables.

### Réglementation concernant l'importation

L'importation d'un grand nombre de produits n'est pas permise, surtout les biens de luxe et tout article qui est actuellement fabriqué

au Pérou et qui peut satisfaire à la demande intérieure, tant du point de vue de la quantité que de la qualité. Pour cette raison, l'importation de la plupart des produits d'épicerie n'est pas permise. De plus, le secteur privé doit obtenir, au préalable, un permis d'importation pour tous les produits. Le volume des importations varie en fonction de la disponibilité des devises étrangères.

### Possibilités d'exportation

L'ENCI, l'organisme gouvernemental qui est responsable, entre autres choses, de l'importation des produits laitiers, provoque régulièrement des offres pour de la poudre de lait. Dans la plupart des cas, une offre de financement (par ex., une lettre de crédit de 180 jours) ainsi qu'une garantie d'exécution sont nécessaires.

## URUGUAY

### Situation actuelle du marché

L'agriculture est la base de l'économie du pays et elle est bien établie dans ce petit territoire (187 000 km carrés) au climat tempéré. Le pays est autosuffisant pour ce qui est de la plupart des denrées agricoles, à l'exception de certains produits, comme le tabac (en 1977, la valeur des importations s'élevait à \$5,8 millions).

### Réglementation concernant l'importation

Pour parvenir à vendre dans le pays, il faut absolument avoir recours aux services d'un agent bien établi de la région.

### Possibilités d'exportation

Il existe des possibilités dans les domaines suivants: pommes de terre de semence (99% des exportations agricoles canadiennes en Uruguay), graines de provendes, bétail et sperme reproducteurs et tabac en vrac.

# VENEZUELA

## **Situation actuelle du marché**

Les produits alimentaires non transformés, les légumineuses (\$15 millions), les pommes fraîches (\$6 millions), le boeuf frais ou congelé (\$8 millions), etc. offrent les meilleures possibilités d'exportation immédiate au Venezuela. Le lait en poudre (\$47 millions) atteint le plus gros chiffre de vente parmi les produits alimentaires. Les animaux vivants importés sont: de jeunes volailles (\$945 000, troisième génération), de jeunes verrats (\$182 000), et du bétail laitier et d'élevage (\$21 millions).

## **Réglementation concernant l'importation**

La politique du gouvernement vénézuélien vise à protéger ses industries agricole, alimentaire et d'élevage en imposant des droits de douane élevés ou en contrôlant les importations. Il faut faire enregistrer tout produit alimentaire transformé auprès du ministère de la Santé; cette pratique est en fait un obstacle à l'importation.

## **Possibilités d'exportation**

Des possibilités d'exportation existent à l'heure actuelle pour le boeuf et le porc et d'autres possibilités pourraient se présenter pour tout autre produit (qui n'est pas importable habituellement) lorsqu'il y a pénurie. Si la récolte de pommes de terre de table était insuffisante, le gouvernement permettrait temporairement les importations de pommes de terre de table. En raison des pénuries actuelles, le gouvernement a éliminé les restrictions sur une grande variété de produits alimentaires, créant ainsi des possibilités temporaires sur le marché. Celles-ci disparaîtront si le gouvernement vénézuélien réussit à faire augmenter la production locale. Ces importations peuvent se faire par le truchement des secteurs privé ou public, à des prix concurrentiels.

## BUREAUX RÉGIONAUX

SI VOUS N'AVEZ PAS DÉJÀ COMMERCÉ AVEC L'ÉTRANGER, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC VOTRE BUREAU RÉGIONAL DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE QUI VOUS GUIDERA VERS LES MEILLEURS MARCHÉS POUR VOS PRODUITS ET VOUS INDIQUERA LA MEILLEURE FAÇON DE LES ABORDER

<b>Terre-Neuve Labrador</b>	Le directeur 127 Water Street C.P. Coîte 6148 Saint-Jean (Terre-Neuve) A1C 5X8	Tél. (709) 737-5511 Télex 016-4749
<b>Nouvelle-Écosse</b>	Le directeur Suite 1124 Duke Tower 5251 Duke Street Scotia Square Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1N9	Tél. (902) 426-7540 Télex 019-21829
<b>Nouveau-Brunswick</b>	Le directeur Suite 642 440 King Street Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 5H8	Tél. (506) 452-3190 Télex 014-46140
<b>Île-du-Prince- Édouard</b>	Le directeur Dominion Building C.P. 2289 97 Queen Street Charlottetown (Île-du- Prince-Édouard) C1A 8C1	Tél (902) 892-1211 Télex 014-44129
<b>Québec</b>	Le directeur Suite 620 2, Place Québec Québec (Québec) G1R 2B5	Tél. (418) 694-4726 Télex 051-3312
<b>Montréal</b>	Le directeur C.P. 1270, Station B Suite 600 685, rue Cathart Montréal (Québec) H3B 3K9	Tél (514) 283-6254 Télex 012-0280
<b>Ontario</b>	Le directeur Commerce Court West 51st Floor C.P. 325 Toronto (Ontario) M5L 1G1	Tél (416) 369-3711 Télex 065-24378
	L'agent régional 235, rue Queen 9e étage, est Ottawa (Ontario) K1A 0H5	Tél (613) 593-5555 Télex 053-4124
<b>Manitoba</b>	Le directeur Suite 1104 Royal Bank Building 220 Portage Avenue Winnipeg (Manitoba) R3C 0A5	Tél. (204) 949-2381 Télex 075-7624
<b>Saskatchewan</b>	Le directeur Pièce 980 2002 Victoria Avenue Regina (Saskatchewan) S4P 0R7	Tél. (306) 569-5020 Télex 071-2745

**Bureaux Régionaux (suite)**

**Alberta  
Territoires du  
Nord-Ouest**

Le directeur  
500 Macdonald Place  
9939 Jasper Avenue  
Edmonton (Alberta)  
T5J 2W8

Tél. (403) 425-6330  
Télex 037-2762

**Colombie-  
Britannique  
Yukon**

Le directeur  
C.P. 49178  
Suite 2743  
Bentall Centre  
Tower "III"  
595 Burrard Street  
Vancouver  
(Colombie-Britannique)  
V7X 1K8

Tél. (604) 666-1434  
Télex 04-51191

## Ordre alphabétique des pays (et villes des États-Unis)

Afrique du Sud	21	Italie	7
Algérie	21	Jamaïque	34
Allemagne (République démocratique)	2	Japon	14
Allemagne (République fédérale)	5	Jordanie	24
Arabie Saoudite	21	Kenya	24
Argentine	37	Liban	24
Atlanta	27	Libye	22
Australie	14	Los Angeles	29
Autriche	10	Luxembourg	5
Belgique	5	Madagascar	23
Bermudes	27	Malawi	24
Birmanie	16	Malaysia	18
Boston	27	Maroc	25
Brésil	37	Mexique	39
Buffalo	28	Minneapolis	30
Bulgarie	2	Mozambique	25
Cameroon	26	New York	30
Chicago	28	Nicaragua	35
Chili	37	Nigéria	25
Chine (République populaire)	16	Norvège	11
Chypre	22	Nouvelle-Zélande et îles du Pacifique	15
Cleveland	28	Ouganda	23
Colombie	38	Pakistan	18
Congo	26	Panama	35
Corée (République)	16	Paraguay	40
Costa Rica	33	Pays-Bas	8
Côte d'Ivoire	22	Pérou	40
Cuba	33	Philadelphie	30
Dallas	29	Philippines	19
Danemark	6	Pologne	3
Detroit	29	Porto Rico	36
Égypte	22	Portugal	12
El Salvador	33	Roumanie	3
Équateur	39	San Francisco	31
Espagne	10	Seattle	31
États-Unis	27	Seychelles (Îles)	23
Éthiopie	23	Singapour	19
Finlande	10	Somalie	23
France	6	Soudan	22
Gabon	26	Suède	12
Grande-Bretagne	5	Suisse	13
Grèce	11	Syrie	24
Guatemala	34	Tanzanie	23
Honduras	34	Tchécoslovaquie	3
Hong Kong	17	Thaïlande	20
Hongrie	2	Trinité et Tobago	36
Inde	17	Turquie	25
Indonésie	18	URSS	3
Iran	23	Uruguay	40
Iraq	23	Venezuela	41
Irlande	7	Yougoslavie	4
Islande	11	Zaire	26
Israël	24	Zambie	26

INDUSTRY CANADA/INDUSTRIE CANADA



51421



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

Industrie  
et Commerce

Industry, Trade  
and Commerce

Ottawa, Canada, 1978

(also published in English)